

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2258

26 août 2015

SOMMAIRE

Arctic European Holding S.à r.l.	108345	Fibaco S.A.	108343
A.R.H. Investments	108344	Finarom S.A.	108343
Autumnleaf S. à r.l.	108346	Fiscal Repts	108343
BC Solution Design s.à r.l.	108339	FR Alfajor Holdings S.à r.l.	108343
Bellaxa SICAV-FIS	108339	Gamma P.S. S.A.	108342
Bodycote Luxembourg Finance S.à r.l.	108338	Gilavar International S.à r.l.	108344
Build Holding 2 S.à r.l.	108339	G.Tech S.à r.l.	108344
Cactus S.A.	108342	Karine B. Coiffure s.à r.l.	108339
Café Academica S.à r.l.	108341	Kutten SARL	108344
Caiapo S.A.	108342	LuxFitness S.à r.l.	108344
Can Be Yours S.à r.l.	108341	Madrague Capital S.C.A. SICAV-SIF	108345
Carlawat Investissement S.A.	108346	Madrague Capital S.C.A. SICAV-SIF	108341
Carlton Participations S.A.	108340	Mag International Industrial Automation Sys- tems S.à r.l.	108345
CEP III Nelson Holding S.à r.l.	108347	Mambow Shopping Centre Holdings S.à.r.l.	108350
Consult Redange S.A.	108345	Marsham Investissements S.A.	108339
ConZim Sàrl	108346	Mobile Challenger Group S.à r.l.	108348
Creathor Venture Fund III Parallel (SCS) SI- CAR	108340	Nais Fund of Funds	108340
Creathor Venture Fund III (SCS) SICAR ...	108340	Neo Business Process Outsourcing S.à r.l. ...	108341
Decennium Investments S.A.	108347	Nordson S.à r.l.	108340
Développement Immo Redange S.A.	108347	Objectware Luxembourg S.à r.l.	108338
DLJ Mojito Luxco 2 GP	108346	TPG Sol II S. à r.l.	108338
ECP Management	108341	UBS Luxembourg Financial Group Asset Ma- nagement S.A.	108338
Elvi Luxco S.à r.l.	108347	Veräin fir Waldorfpädagogik Lëtzebuerg ...	108338
EMRI S.A.	108347		
Fiacre 3	108342		

Veräin fir Waldorfpädagogik Lëtzebuerg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-1147 Luxembourg, 45, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg F 977.

Les statuts coordonnés au 8 juillet 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015109828/9.

(150119415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

TPG Sol II S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 79.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 165.919.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Référence de publication: 2015107112/10.

(150117775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

UBS Luxembourg Financial Group Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 125.851.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Référence de publication: 2015107119/10.

(150117376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Objectware Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2418 Luxembourg, 5, rue de la Reine.

R.C.S. Luxembourg B 80.630.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour OBJECTWARE LUXEMBOURG SARL

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015109606/12.

(150119051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Bodycote Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.360,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 89.603.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juillet 2015.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015112117/13.

(150120417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Marsham Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 176.118.

Le Bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015108091/10.

(150117905) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Karine B. Coiffure s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3590 Dudelange, 13, Place de l'Hôtel de Ville.

R.C.S. Luxembourg B 150.908.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015108000/10.

(150118634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Bellaxa SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 173.556.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für Bellaxa SICAV-FIS

DZ PRIVATBANK S.A.

Référence de publication: 2015112096/11.

(150119584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

BC Solution Design s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4552 Nieder Korn, 64A, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg B 174.785.

Extrait d'acte du 07.07.2015.

Changement de siège social

Le siège social de la société est désormais établi au 64A Rue de l'Eglise L-4552 NIEDERKORN

BOFFERDING Steve.

Référence de publication: 2015112105/11.

(150120259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Build Holding 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.385.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 juillet 2015.

Build Holding 2 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015112104/12.

(150120286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Nordson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2352 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Probst.
R.C.S. Luxembourg B 148.425.

Les comptes annuels de la société Nordson S.à r.l. au 31/10/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015108120/10.

(150117977) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Nais Fund of Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 129.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015108122/10.

(150117911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Creathor Venture Fund III (SCS) SICAR, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 155.812.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Creathor Venture Fund III (SCS) SICAR

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015111224/11.

(150119571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Creathor Venture Fund III Parallel (SCS) SICAR, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 155.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Creathor Venture Fund III Parallel (SCS) SICAR

United International Management S.A.

Référence de publication: 2015111225/11.

(150119597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Carlton Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 134.882.

L'administrateur Monsieur Brunello DONATI démissionne de son mandat d'administrateur avec effet immédiat pour la société CARLTON PARTICIPATIONS S.A. inscrit au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous n° B 13.4882.

Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Benoy Kartheiser Management S.à r.l.

Référence de publication: 2015111236/12.

(150121009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Can Be Yours S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 155.445.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015111234/9.
(150120186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Café Academica S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 27, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 67.263.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015111229/10.
(150120397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Signature.

Neo Business Process Outsourcing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 17.584,60.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 129.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juillet 2015.
Référence de publication: 2015108127/10.
(150118497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

ECP Management, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 152.304.

EXTRAIT

En date du 5 juin 2015, l'actionnaire unique a pris la résolution d'accepter la démission de Monsieur Alain Lam en tant que gérant de la Société avec effet immédiat.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Référence de publication: 2015111323/12.

(150120411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Madrague Capital S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 165.559.

Les comptes annuels et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2015112392/13.

(150120747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Caiapo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 118.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015111231/10.

(150120011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Fiacre 3, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1480 Luxembourg, 8, boulevard Paul Eyschen.
R.C.S. Luxembourg B 147.545.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Document rectificatif:

L150051263

Déposé le 23/03/2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015112159/13.

(150120490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Gamma P.S. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 143.420.

La Société a été constituée suivant acte notarié, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°3042 du
30 décembre 2008.

Les comptes annuels audités au 31 décembre 2013, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au
registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015112209/15.

(150119967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Cactus S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon, Belle Etoile.
R.C.S. Luxembourg B 65.282.

*Extrait de la réunion du conseil d'administration de la société anonyme Cactus S.A. tenue au siège social en date du 1^{er}
juillet 2015 à 10 hrs*

le Conseil d'Administration de la Société Anonyme CACTUS S.A. acte, la démission avec effet immédiat, de Monsieur
Jean-Pierre dit "John" Wirtz, délégué à la gestion journalière pour la société CACTUS S.A.

Bertrange, le 1^{er} juillet 2015.

Pour extrait conforme

CACTUS S.A.

Maximilien LEESCH

Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2015111228/16.

(150120474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Finarom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 116.323.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015112171/9.
(150119951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Fiscal Reps, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 109.563.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015112175/9.
(150120102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Fibaco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 40.855.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015112160/10.
(150119641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

FR Alfajor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 163.812.

Extrait des résolutions de l'associé unique datées du 1^{er} juillet 2015

En date du 1^{er} juillet 2015, l'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Alexander D. Williams en tant que gérant de la classe A de la Société et ce avec effet au 30 juin 2015.
- d'accepter la démission de Cristina Lara Pinheiro en tant que gérant de la classe B de la Société et ce avec effet au 1^{er} juillet 2015.

Le conseil de gérance de la Société se compose désormais comme suit:

Gérants de la classe A:

- Daren Schneider
- Matthew Raben

Gérants de la classe B:

- Intertrust Management (Luxembourg) S. à r.l.
- Hille-Paul Schut

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Pour Intertrust (Luxembourg) S.à.r.l.

Joanna Casoli Compe

Mandataire

Référence de publication: 2015112181/26.

(150120217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

G.Tech S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5714 Aspelt, 25, Um Hongerbuer.
R.C.S. Luxembourg B 186.684.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015112182/9.
(150120112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Kutten SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5691 Ellange, 49, Zone Artisanale Triangel Vert.
R.C.S. Luxembourg B 157.357.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6/7/2015.
Référence de publication: 2015108028/10.
(150117898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

LuxFitness S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 7, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 162.764.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015108039/10.
(150117931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.

A.R.H. Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 180.051.

Le bilan consolidé de la société Anglo American plc au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015111976/11.

(150119625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Gilavar International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 198.128.

Suite à des changements d'adresse d'associés, il convient de modifier les informations suivantes pour:

- IK Small Cap Fund I N°. 1 SCSp ayant pour nouvelle adresse 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange;
- IK Small Cap Fund I N°.2 SCSp ayant pour nouvelle adresse 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange;
- IK Small Cap Fund I N°.3 SCSp ayant pour nouvelle adresse 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange;
- IK Small Cap Fund I N°.4 SCSp ayant pour nouvelle adresse 1, rue de la Poudrerie, L-3364 Leudelange.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015112188/14.

(150120177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Arctic European Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 150.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015109910/9.
(150118479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Consult Redange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8506 Redange-sur-Attert, 30, rue de Niederpallen.
R.C.S. Luxembourg B 172.751.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2015. GERARD Rachel.
Référence de publication: 2015111220/10.
(150120030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Mag International Industrial Automation Systems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 107.262.

EXTRAIT

En date du 25 juin 2015, l'associé unique de la Société a nommé Reiner Beutel, né le 30 juin 1959 à Marbach am Neckar, Allemagne, demeurant à 23 Lindenstrasse, 71634, Ludwigsburg, Allemagne avec effet au 25 juin 2015 et pour une durée indéterminée.

Suite à ce changement, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Moshe Israel Meidar, et
- Reiner Beutel.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 juillet 2015.

Référence de publication: 2015112394/17.

(150120180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Madrague Capital S.C.A. SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 165.559.

Extrait des décisions prises en Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires de la Société tenue le 29 juin 2015

Il a été décidé comme suit:

- de renouveler le mandat du Réviseur d'entreprise de la Société pour un terme expirant à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2016.

Le Réviseur d'entreprise de la Société est:

dénomination ou raison sociale
Deloitte Audit

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Citco Fund Services (Luxembourg) S.A.
John Christian

Référence de publication: 2015112391/18.

(150120746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

ConZim Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1232 Howald, 141, rue Ernest Beres.
R.C.S. Luxembourg B 138.442.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015111221/10.

(150120584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Autumnleaf S. à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue John Fitzgerald Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 138.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Référence de publication: 2015109917/10.

(150118866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

DLJ Mojito Luxco 2 GP, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 139.422.

Extrait des résolutions écrites prises par les actionnaires en date du 8 juillet 2015

Les actionnaires de la Société ont décidé de révoquer le mandat du réviseur d'entreprises agréée, KPMG Luxembourg ayant son siège social au 9 Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, pour l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015111296/12.

(150120848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Carlawat Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 93.205.

*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 04 mai 2015**Deuxième résolution*

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire étant arrivés à échéance à l'issue de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale décide de renouveler avec effet immédiat le mandat d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration de Monsieur Claude SCHMITZ, Conseiller fiscal, né à Luxembourg le 23/09/1955, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, le mandat d'Administrateur de Monsieur Pierre LENTZ, Expert-comptable, né à Luxembourg le 22.04.1959, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg; Monsieur Gerdy ROOSE, Expert-comptable, né à Wevelgem (Belgique) le 14.02.1966, domicilié professionnellement à Luxembourg au 2, Avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, ainsi que celui de Commissaire de la société AUDIEX S.A., ayant son siège social au 9, Rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 65.469, pour une nouvelle période de six ans jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle qui se tiendra en 2021.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CARLAWAT INVESTISSEMENT S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015111235/22.

(150120610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Développement Immo Redange S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8506 Redange-sur-Attert, 30, rue de Niederpallen.
R.C.S. Luxembourg B 172.749.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 avril 2015.

GERARD Rachel.

Référence de publication: 2015111278/10.

(150119966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Decennium Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.
R.C.S. Luxembourg B 101.679.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015111282/10.

(150119643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Elvi Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 143.943.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Elvi Luxco S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2015111305/11.

(150120562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

EMRI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 64.482.

Les comptes annuels du 1^{er} janvier 2014 au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015111331/11.

(150120246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

CEP III Nelson Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 191.908.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 juillet 2015.

CEP III Nelson Holding S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015111246/12.

(150120289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2015.

Mobile Challenger Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 19.071.750,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.660.

—
EXTRAIT

Suite à une assemblée générale des associés de la Société en date du 19 Juin 2015, la Société a racheté 190.717.502 parts sociales de classes J.

Dès lors les associés de la Société détiennent les parts sociales de la Société de la manière suivante:

CVC European Equity V Limited, agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC European Equity Partners V (A) L.P.:

41.122.720 parts sociales de classe A
41.122.722 parts sociales de classe B
41.122.722 parts sociales de classe C
41.122.722 parts sociales de classe D
41.122.722 parts sociales de classe E
41.122.722 parts sociales de classe F
41.122.722 parts sociales de classe G
41.122.722 parts sociales de classe H
41.122.722 parts sociales de classe I

CVC European Equity V Limited, agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC European Equity Partners V (B) L.P.:

40.956.113 parts sociales de classe A
40.956.112 parts sociales de classe B
40.956.112 parts sociales de classe C
40.956.112 parts sociales de classe D
40.956.112 parts sociales de classe E
40.956.112 parts sociales de classe F
40.956.112 parts sociales de classe G
40.956.112 parts sociales de classe H
40.956.112 parts sociales de classe I

CVC European Equity V Limited, agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC European Equity Partners V (C) L.P.:

43.110.069 parts sociales de classe A
43.110.071 parts sociales de classe B
43.110.071 parts sociales de classe C
43.110.071 parts sociales de classe D
43.110.071 parts sociales de classe E
43.110.071 parts sociales de classe F
43.110.071 parts sociales de classe G
43.110.071 parts sociales de classe H
43.110.071 parts sociales de classe I

CVC European Equity V Limited, agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC European Equity Partners V (D) L.P.:

3.062.553 parts sociales de classe A
3.062.558 parts sociales de classe B
3.062.558 parts sociales de classe C
3.062.558 parts sociales de classe D
3.062.558 parts sociales de classe E
3.062.558 parts sociales de classe F
3.062.558 parts sociales de classe G
3.062.558 parts sociales de classe H
3.062.558 parts sociales de classe I

CVC European Equity V Limited, agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC European Equity Partners V (E) L.P.:

3.416.488 parts sociales de classe A
3.416.492 parts sociales de classe B
3.416.492 parts sociales de classe C
3.416.492 parts sociales de classe D
3.416.492 parts sociales de classe E
3.416.492 parts sociales de classe F
3.416.492 parts sociales de classe G
3.416.492 parts sociales de classe H
3.416.492 parts sociales de classe I

CVC European Equity Tandem GP Limited, agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC European Equity Partners Tandem Fund (A) L.P.:

28.122.718 parts sociales de classe A
28.122.722 parts sociales de classe B
28.122.722 parts sociales de classe C
28.122.722 parts sociales de classe D
28.122.722 parts sociales de classe E
28.122.722 parts sociales de classe F
28.122.722 parts sociales de classe G
28.122.722 parts sociales de classe H
28.122.722 parts sociales de classe I

CVC European Equity Tandem GP Limited, agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC European Equity Partners Tandem Fund (B) L.P.:

28.062.353 parts sociales de classe A
28.062.357 parts sociales de classe B
28.062.357 parts sociales de classe C
28.062.357 parts sociales de classe D
28.062.357 parts sociales de classe E
28.062.357 parts sociales de classe F
28.062.357 parts sociales de classe G
28.062.357 parts sociales de classe H
28.062.357 parts sociales de classe I

CVC European Equity Tandem GP Limited, agissant comme general partner au nom et pour compte de CVC European Equity Partners Tandem Fund (C) L.P.:

2.864.468 parts sociales de classe A
2.864.468 parts sociales de classe B
2.864.468 parts sociales de classe C
2.864.468 parts sociales de classe D
2.864.468 parts sociales de classe E
2.864.468 parts sociales de classe F
2.864.468 parts sociales de classe G
2.864.468 parts sociales de classe H
2.864.468 parts sociales de classe I

Mobile Challenger Group S.à r.l.

190.717.502 parts sociales de classe J

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 06 July 2015.

Pour la société

T. Morana

Gérant

Référence de publication: 2015109541/107.

(150119300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 juillet 2015.

Mambow Shopping Centre Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 16.300,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 196.881.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-fifth day of June,
before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg).

Appeared:

1. ICG-Longbow Equity Investments No.4 S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, having a share capital amounting to GBP 11,000.-, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195089 ("ICGL");

2. M&M RETAIL PORTFOLIO LLP, a limited liability partnership existing under the laws of England and Wales, with registered office at 4th Floor, 2 Brook Street, London W1S 1BQ (United Kingdom) and registered with the Companies House under number OC335196 ("M&M");

3. Cool Investments Limited, a limited liability company existing under the laws of England and Wales, with registered office at 4th Floor, 2 Brook Street, London W1S 1BQ (United Kingdom) and registered with the Companies House under number 08319509 ("Cool");

4. Etchingam Investments Limited, a limited liability company existing under the laws of England and Wales, with registered office at 4th Floor, 2 Brook Street, London W1S 1BQ (United Kingdom) and registered with the Companies House under number 08319336 ("Etchingam");

5. Anglezark Limited, a limited liability company existing under the laws of England and Wales, with registered office at 4th Floor, 2 Brook Street, London W1S 1BQ (United Kingdom) and registered with the Companies House under number 08317985 ("Anglezark"); and

6. Mr Matthew Kelly residing in The Shearings, Shepherds Lane, Hurley, Berkshire SL6 5NG (United Kingdom) ("MK");

All the abovementioned appearing persons were represented by Mr. Mustafa NEZAR, notary's clerk, with professional address in Luxembourg, by virtue of six proxies, which, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

ICGL and M&M, represented as above stated, declared that, at the date of the present deed, they hold all the shares issued by Mambow Shopping Centre Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by a notarial deed enacted by Maître Léonie Grethen, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 6 May 2015, in the course of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, with registered office at 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 196881 (the "Company").

The articles of association of the Company have not been amended since the incorporation.

Share transfer

ICGL, M&M, Cool, Etchingam, Anglezark and MK represented as above stated, asked the undersigned notary to document the following:

ICGL sold and transferred one share (the "Share"), with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) in the Company to Cool for a purchase price of one Pound Sterling (GBP 1.-) (the "Sale").

ICGL, represented as above stated, declared that it is the sole holder of the Share and that there exists no impediment to the transfer of such Share.

Cool, represented as above stated, agreed to acquire the Share and to fully pay the Share in cash.

M&M, represented as above stated, agreed on the sale of the Share by ICGL to Cool in accordance with article 189 of the Luxembourg Act of 10 August 1915 on commercial companies.

Following the Sale, ICGL held thirteen thousand eight hundred and seventy-four (13,874) shares with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each in the Company, M&M held nine hundred and twenty-five (925) shares with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) in the Company and Cool held one (1) share with a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) in the share capital of the Company (Cool, together with ICGL and M&M, being hereafter referred to as the "Shareholders").

The Shareholders, represented as above stated, then deliberated on the following agenda:

Agenda

1. To convert the existing fourteen thousand eight hundred (14,800) shares having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each issued by the Company into (i) thirteen thousand eight hundred and seventy-four (13,874) class A shares

with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each held by ICG-Longbow Equity Investments No.4 S.à r.l., (ii) one (1) class B share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) held by Cool Investments Limited, (iii) six hundred (600) class C shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each held by M&M Retail Portfolio LLP and, (iv) three hundred and twenty-five (325) class D shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each held by M&M Retail Portfolio LLP.

2. To increase the Company's share capital by an amount of one thousand five hundred Pound Sterlings (GBP 1,500.-), so as to raise it from its current amount of fourteen thousand eight hundred Pound Sterlings (GBP 14,800.-) to an amount of sixteen thousand three hundred Pound Sterlings (GBP 16,300.-), by the issue of (i) one (1) class A shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-), (ii) nine hundred and twenty-four (924) class B share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-), (iii) one hundred and fifty (150) class C shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each and, (iv) four hundred and twenty-five (425) class D shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, having the rights and privileges as set forth in the Company's revised articles of association to be approved under item 9 of the present agenda and to be paid up in full.

3. To accept the subscription by ICG-Longbow Equity Investments No.4 S.à r.l. to one (1) new class A share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) and fully pay up such new class A share as well as a share premium amount of two hundred fifteen thousand five hundred and twenty-five Pound Sterlings (GBP 215,525.-) by a contribution in cash of two hundred and fifteen thousand five hundred and twenty-six Pound Sterlings (GBP 215,526.-).

4. To accept the subscription by M&M Retail Portfolio LLP to two hundred and seventy-five (275) new class D shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) and fully pay up such new class D share as well as a share premium amount of nine hundred and twenty-five Pound Sterlings (GBP 925.-) by a contribution in cash of one thousand two hundred Pound Sterlings (GBP 1,200.-).

5. To accept the subscription by Cool Investments Limited to three hundred and sixty-nine (369) new class B shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, and fully pay up such new class B shares as well as a share premium amount of five thousand three hundred and seventy eight Pound Sterlings and twenty pence (GBP 5,378.20) by a contribution in cash of five thousand seven hundred and forty seven Pound Sterlings and twenty pence (GBP 5,747.20).

6. To accept the subscription by Etchingam Investments Limited to three hundred and seventy (370) new class B shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, and fully pay up such new class B shares as well as a share premium amount of five thousand three hundred and seventy seven Pound Sterlings and twenty pence (GBP 5,377.20) by a contribution in cash of five thousand seven hundred and forty seven Pound Sterlings and twenty pence (GBP 5,747.20).

7. To accept the subscription by Anglezark Limited to one hundred and eightyfive (185) new class B shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, and fully pay up such new class B shares as well as a share premium amount of two thousand six hundred and eighty-eight Pound Sterlings and sixty pence (GBP 2,688.60) by a contribution in cash of two thousand eight hundred and seventy-three Pound Sterlings and sixty pence (GBP 2,873.60).

8. To accept the subscription by Mr Matthew Kelly to one hundred and fifty (150) new class C shares and one hundred and fifty (150) new class D shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, and fully pay up such new class C and class D shares by a contribution in cash of three hundred Pound Sterlings (GBP 300).

9. To amend the corporate object of the Company.

10. To fully restate the articles of association of the Company.

11. To requalify Luxembourg Corporation Company S.A., a public limited liability incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 37974 as a new class B manager of the Company with immediate effect and to confirm its mandate until the date of the annual general meeting of the Company to be held in 2016.

12. To appoint T.C.G. Gestion S.A., a public limited liability incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 67822 as a new class A manager of the Company with immediate effect until the date of the annual general meeting of the Company to be held in 2016.

13. To appoint CMS Management Services S.A., a public limited liability incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 81525 as a new class A manager of the Company with immediate effect until the date of the annual general meeting of the Company to be held in 2016.

14. Miscellaneous.

After deliberation, the Shareholders then adopted, the following resolutions each time by unanimous vote:

First resolution

The Shareholders resolved to convert the existing fourteen thousand eight hundred (14,800) shares having a nominal value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each issued by the Company into (i) thirteen thousand eight hundred and seventy-four (13,874) class A shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each held by ICG-Longbow Equity Investments No.4 S.à r.l., (ii) one (1) class B share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) held by Cool Investments

Limited, (iii) six hundred (600) class C shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each held by M&M and, (iv) three hundred and twenty-five (325) class D shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each held by M&M Retail Portfolio LLP, having the rights and privileges as set forth in the Company's revised articles of association to be approved under the fourth resolution below.

Second resolution

The Shareholders resolved to increase the share capital of the Company by an amount of one thousand five hundred Pound Sterlings (GBP 1,500.-), so as to raise it from its current amount of fourteen thousand eight hundred Pound Sterlings (GBP 14,800.-) to an amount of sixteen thousand three hundred Pound Sterlings (GBP 16,300.-), by the issue of (i) one (1) class A shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-), (ii) nine hundred and twenty-four (924) class B share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-), (iii) one hundred and fifty (150) class C shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each and, (iv) four hundred and twenty-five (425) class D shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, having the rights and privileges as set forth in the Company's revised articles of association to be approved under the fourth resolution below and to be paid up in full.

Subscription - Payment

Thereupon, now appeared Mr Mustafa NEZAR, prenamed, acting in his capacity as duly authorized agent and attorney in fact of the mentioned principals, by virtue of the above mentioned proxies.

1. The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of ICG Longbow Equity Investments No.4 S.à r.l. to one (1) new class A share with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) and to fully pay up such new class A share as well as a share premium amount of two hundred and fifteen thousand five hundred and twenty-five Pound Sterlings (GBP 215,525.-) by a contribution in cash of two hundred and fifteen thousand five hundred and twenty-six Pound Sterlings (GBP 215,526.-).

2. The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of M&M to two hundred and seventy-five (275) new class D shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) and fully pay up such new class D share as well as a share premium amount of nine hundred and twenty-five Pound Sterlings (GBP 925.-) by a contribution in cash of one thousand two hundred Pound Sterlings (GBP 1,200.-).

3. The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of Cool to three hundred and sixty-nine (369) new class B shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, and fully pay up such new class B shares as well as a share premium amount of five thousand three hundred and seventy eight Pound Sterlings and twenty pence (GBP 5,378.20) by a contribution in cash of five thousand seven hundred and forty seven Pound Sterlings and twenty pence (GBP 5,747.20).

4. The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of Etchingham to three hundred and seventy (370) new class B shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, and fully pay up such new class B shares as well as a share premium amount of five thousand three hundred and seventy seven Pound Sterlings and twenty pence (GBP 5,377.20) by a contribution in cash of five thousand seven hundred and forty seven Pound Sterlings and twenty pence (GBP 5,747.20).

5. The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of Anglezark to one hundred and eighty-five (185) new class B shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, and fully pay up such new class B shares as well as a share premium amount of two thousand six hundred and eighty-eight Pound Sterlings and sixty pence (GBP 2,688.60) by a contribution in cash of two thousand eight hundred and seventy-three Pound Sterlings and sixty pence (GBP 2,873.60).

6. The person appearing declared to subscribe in the name and on behalf of Mr Matthew Kelly to one hundred and fifty (150) new class C shares and one hundred and fifty (150) new class D shares with a par value of one Pound Sterling (GBP 1.-) each, and fully pay up such new class C and class D shares by a contribution in cash of three hundred Pound Sterlings (GBP 300).

Evidence of the payment of the mentioned contributions of cash has been given to the notary.

Thereupon the Shareholders resolved to accept the above-mentioned subscriptions of the newly issued shares.

Third resolution

The Shareholders including the above mentioned new subscribers, represented as above stated, unanimously resolved to amend the corporate object of the Company, which shall now read as follow:

"The object of the Company (the "Business") is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such stakeholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case

whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company shall acquire, via its subsidiaries, operate and manage one or more Properties which meet the Investment Criteria. The Company shall undertake such other actions, matters or things as may be necessary to achieve, or are incidental, or conducive to, its corporate object including, without limitation, entering into the Asset Management Agreement, third party property management agreements and Third Party Finance arrangements with one or more banks or other financial institutions.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a license."

Fourth resolution

The Shareholders including the above mentioned new subscribers, represented as above stated, unanimously resolved to fully restate the articles of association of the Company, without amending the corporate object, which shall now read as follows:

"Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form.

1.1 The following company exists under the form of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Act"), Article 1832 of the Luxembourg Civil Code, as amended, and the present articles of incorporation (the "Articles").

1.2 The Company may have one sole shareholder or several shareholders, provided that the number of shareholders does not exceed forty (40).

2. Company name.

2.1 The Company exists under the name "MAMBOW Shopping Centre Holdings S.à r.l."

3. Registered office.

3.1 The Company has its registered office in the city of Luxembourg.

3.2 The Board is authorised to change the address of the Company's registered office within the municipality of the Company's registered office.

3.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by decision of the Board.

3.4 In the event that, in the opinion of the Board, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with the said office or between the said office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

4. Object. The object of the Company (the "Business") is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such stakeholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company shall acquire, via its subsidiaries, operate and manage one or more Properties which meet the Investment Criteria. The Company shall undertake such other actions, matters or things as may be necessary to achieve, or are incidental, or conducive to, its corporate object including, without limitation, entering into the Asset Management Agreement, third party property management agreements and Third Party Finance arrangements with one or more banks or other financial institutions.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a license.

5. Duration. The Company is established for an indefinite period of time.

Share capital, Transfer of shares

6. Share capital.

6.1 The share capital of the Company amounts to sixteen thousand three hundred Pound Sterlings (GBP 16,300.-), divided into thirteen thousand eight hundred and seventy-five (13,875) class A shares (the "A Shares"), nine hundred and twenty-five (925) class B shares (the "B Shares" and together with the A Shares being hereafter referred to as the "Shares"), seven hundred and fifty (750) class C shares (the "C Promote Shares") and seven hundred and fifty (750) class D shares (the "D Promote Shares" and together with the C Promote Shares being hereafter referred to as the "Promote Shares") having a par value of one British pound (GBP 1) each.

6.2 In addition to the share capital, the Company shall maintain a share premium account. Any premium paid on shares in addition to the par value must be transferred into this share premium account. The funds of the share premium account may be used by the Company to redeem the Company's own shares from the Company's shareholders (the "Shareholder (s)"), to offset any net realised losses, to make distributions to Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

6.3 In addition to the share capital and share premium account, the Company may maintain a capital contribution account 115 (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres») on which the Company shall allocate any capital contributions to the Company which will be made without issue by the Company of any new shares in consideration for the relevant contribution.

6.4 The Company may only acquire its own shares in accordance with the terms of article 9.3 subject to their immediate cancellation.

7. Shares.

7.1 All shares will be and remain in registered form.

7.2 Ownership of a share carries implicit acceptance of these Articles and the resolutions adopted by the Shareholders.

7.3 Each share entitles to one vote, subject to the limitations imposed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

7.4 Each share of the Company is indivisible vis-à-vis the Company. Co-owners of shares must be represented by a common representative vis à vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the share until a common representative has been notified by the co-owners to the Company in writing or by fax.

8. Transfer of shares.

8.1 Subject to the terms of the Act and these Articles and, specifically, the drag along rights and tag along rights set forth under articles 25 and 26 of these Articles and in addition to Permitted Transfers, the A Shareholder may Transfer all or some of its Shares or Shareholder Loans at any time without any restrictions or conditions.

8.2 Subject to the terms of the Act and these Articles, the B Shareholders may not Transfer their B Shares and/or Shareholder Loans and the Promote Shareholders shall not Transfer the Promote Shares without in each case the prior written consent of the A Shareholder unless, in each case, the Transfer is a Permitted Transfer.

8.3 A Shareholders may not Transfer all or a portion of its Shares unless at the same time they Transfer the same proportion of Shareholder Loans (if any) to the acquiring party.

8.4 Where the Company has several Shareholders, any transfer of shares to third parties requires the consent of the Shareholders representing at least three quarters of the issued share capital. Any transfer of shares must be evidenced by a

notarial deed or by a private contract. No transfer of shares is binding vis-à-vis the Company or vis-à-vis third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company in accordance with the Act.

8.5 Any Transfer of Shares shall take place at the registered office of the Company (the "Transfer Completion"). If any such Transfer is subject to any Transfer Conditions then Transfer Completion shall be postponed until the seventh Business Day (or such other day agreed by the Shareholders in writing) after the Transfer Conditions are satisfied. The Shareholders shall use all reasonable endeavours to ensure any Transfer Conditions are satisfied as soon as reasonably practicable. If any Transfer Condition remains unsatisfied five Business Days after the date otherwise selected for such Transfer shall not take place.

8.6 At Transfer Completion, the transferring Shareholder shall deliver or cause to be delivered to the purchasing Shareholder (or as it may direct) a duly executed Transfer or Transfers in respect of the transferring Shareholder's Shares and the relevant Shareholder Loans in favour of the purchasing Shareholder (or as it may direct) or any Third Party having secured an offer to the A Shareholder (the "A Shareholder Buyer") (or as it may direct) and accompanied by any documents of title, together with any power or authority under which such Transfer or Transfers have been executed, against which the purchasing Shareholder or the A Shareholder Buyer shall deliver to the transferring Shareholder (or as it may direct) a bankers' draft or telegraphic transfer for value on the day of Transfer Completion for an amount equal to the relevant total price for the Shares and Shareholder Loans being transferred.

8.7 The transferring Shareholder shall do all such other things and execute all such other documents as the purchasing Shareholder or the A Shareholder Buyer may reasonably require to give effect to the sale and purchase of the relevant Shares and Shareholder Loans. The Transfer of Shares shall be registered in the Company's share register. Each Shareholders shall procure that the Board only approves for registration a Transfer of Shares carried out in accordance with the Act and these Articles.

8.8 Any Shares and Shareholder Loans sold shall be Transferred free from any Encumbrances and with all rights attached but without the benefit of any other warranties or representations whatsoever.

9. Capital increase and reduction of Capital.

9.1 The share capital of the Company may be increased once or several times by resolutions of the Shareholders in accordance with these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg applicable to any amendment of these Articles.

9.2 Subject to always complying with applicable law, the share capital of the Company may from time to time be reduced by the redemption and cancellation of the Shares and Promote Shares through the redemption and cancellation of such Shares and Promote Shares. Any redemption shall be triggered at the initiative of any shareholder holding one or several Shares or Promote Share(s). Subject to the terms of these Articles, the redemption price shall be agreed upon between, on the one hand, the shareholder holding Shares or Promote Share(s) whose shares are redeemed and, on the other hand, the general meeting of Shareholders resolving on the redemption and cancellation of the shares and, accordingly, on the reduction of the Company's share capital, both parties acting reasonably, notably taking into consideration the financial rights attached to the relevant class of shares as per these Articles.

9.3 The right of a shareholder to request the redemption of its Promote Share(s) is subject to its right to benefit from a Promote Distribution as per the provisions of article 24.6 of these present Articles.

9.4. The redemption of shares described under this article 9 can only be completed by using sums available for distribution in accordance with article 72.1 of the Law.

9.5 The above shall not prejudice to any other form of capital reduction or any other form of distribution.

Management; Auditor

10. Managers.

10.1 The Company shall be managed by a board of managers (the "Board"), which shall comprise three (3) managers (the "Manager(s)") appointed in accordance with the terms of articles 10.2 and 10.4.

10.2 The holder(s) of the A Share(s) shall have the right to propose for appointment by the general meeting of shareholders and maintain in office two class A managers (the "A Managers"). The holder(s) of the A Share(s) shall propose the remuneration or absence of remuneration and the limited or unlimited duration of the mandates of the A Manager(s) to be finally resolved upon by the general meeting of shareholders.

10.3 The Board may appoint an A Manager as its chair (the "Chair of the Board").

10.4 The holder(s) of the B Share(s) shall have the right to propose for appointment by the general meeting of shareholders and maintain in office one class B managers (the "B Manager"). The holder(s) of the B Share(s) shall propose the remuneration and the limited or unlimited duration of the mandate of the B Manager to be finally resolved upon by the general meeting of shareholders.

10.5 The holder(s) of the A Share(s) shall, at any time, be entitled to nominate by notice in writing to the Company a candidate for the appointment or replacement of the A Manager(s).

10.6 The holder(s) of the B Share(s) shall, at any time, be entitled to nominate by notice in writing to the Company a candidate for the appointment or replacement of the B Manager.

10.7 Even after the term of their mandate, the Managers are not entitled to disclose confidential information of the Company or any Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

10.8 The Managers of the Company shall be entitled to pass any information relating to any of the affiliates companies of the Company to any Shareholder or other member of that Shareholder's Group and its or their advisors and to discuss the Company's affairs with its managers and senior management in accordance with the terms and conditions prescribed for in these Articles and any Shareholders' Agreement.

11. Powers of the Board.

11.1 The Board is vested with full powers to act on behalf of the Company and to authorize, on behalf of the Company, all acts whether of an administrative or of a disposal nature which the Board in its full discretion deems necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg to the Shareholders fall within the competence of the Board.

11.2 The Board may also set up one or more committee(s) and determine its/their composition and powers and delegate certain powers and/or special mandates to them.

11.3 The Board may confer certain powers and/or special mandates to act on behalf of and bind the Company, vis-à-vis third parties, to one or several Manager(s), Shareholder(s) or third person(s), any of these acting either alone or jointly as determined by the Board.

12. Meetings of the Board and Written Decisions.

12.1 The Board will meet upon the request of any Manager.

12.2 Such Manager will inform the other Managers of the place, date, time and agenda of the meeting by written notice or email. Such notice must be received by the Managers at least five Business Days prior to the meeting except where all Managers are required to attend in person in which case a ten Business Days' notice is required. The notice shall be given to the Managers on a shorter period if at least one A Manager and the B Manager agree so in writing. The notice shall also include copies of any supporting documents to be discussed at the meeting.

12.3 At each Board meeting, the Board shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Managers present or represented at such meeting. The Chair shall be one of the A Managers.

12.4 The Board may also appoint a secretary, whether a Manager or not, who will be responsible for preparing the minutes of the meeting.

12.5 Managers may attend and act at any Board meeting by appointing another Manager of the same Class in writing as her/his representative.

12.6 Managers may participate in a Board meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

12.7 At a Board meeting, each A Manager and B Manager has one vote save that if at any meeting of the Board the number of A Managers present or represented (by any other Manager of the same Class as appointed by a power of attorney granted pursuant to Luxembourg law) at that meeting is equal to or less than the number of B Managers present or represented (by any other Manager of the same Class as appointed by a power of attorney granted pursuant to Luxembourg law), one of the A Managers shall be entitled at that meeting to such additional vote or votes as shall result in the A Managers so present having in aggregate one vote more than the aggregate number of votes exercised or exercisable by the B Manager so present (this being realised by the relevant B Manager granting a power of attorney under Luxembourg law to the relevant A Managers to exercise its vote at the said meeting).

12.8 A quorum of the Board shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided, whenever applicable, that at least an A Manager is present (or represented). Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting and this majority shall at least include an A Manager.

12.9 Decisions of the Board are taken by a majority of the Managers present or represented at the relevant Board meeting. In the case of a tied vote, the Chair of the Board does not have a casting vote.

12.11 The minutes of Board meetings must be drawn up and signed by all Managers present at the relevant meeting. Any powers of attorney shall remain attached to the minutes.

12.12 A written decision signed by all Managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board which was duly convened and held. Such a decision can be documented in either a single document signed by all Managers or in several separate documents all with the same content each of them signed by one or several Managers.

12.13 Copies or extracts of the minutes of the Board meeting shall be certified by the Board.

13. Representation of the Company.

13.1 Where the Company is managed by a Board, the Company will be bound vis-à-vis third parties by the joint signatures of any two Board members.

13.2 Notwithstanding the above, the Company will be bound vis-à-vis third parties only by the signature of a class A Manager if the sole shareholder or the Shareholders (as applicable) have qualified the Managers as class A managers and class B managers.

Notwithstanding the above, the Company will also be bound vis-à-vis third parties by any person to whom valid powers of representation have been delegated by the Board (provided such delegation has been approved by an A Manager), as applicable.

14. Conflict of Interests.

14.1 Subject to the following, the conflict of interest rules as set out in article 57 of the Act shall apply.

14.2 No contract or other business between the Company and a third party be affected or invalidated by the sole fact that one or several duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager may have a direct or indirect personal interest in the relevant matter.

14.3 If all Managers are conflicted with respect to a certain matter, the matter shall be resolved upon by the general meeting of Shareholders or the Sole Shareholder (as applicable).

15. Indemnification of Managers.

15.1 The Company will indemnify its Managers, and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred in connection with any action, suit or proceeding to which the Managers are party for being or having been Managers of the Company or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor if and to the extent they are not entitled to indemnification by such other company.

15.2 Indemnification will only be provided if and to the extent the Managers are not finally adjudged in an action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

15.3 In the event of a settlement, indemnification will only be provided if and to the extent the Company is advised by its legal counsel that the Managers did not commit a breach of his/her duties.

15.4 The foregoing right of indemnification does not exclude other rights to which the Managers and, if applicable their successors, heirs, executors and administrators may be entitled.

16. Audit.

16.1 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the Company's annual accounts are to be audited by one or more statutory auditors, which can either be one or several Shareholders or third persons.

16.2 If no independent auditor is required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and the Company has twenty-five (25) or less Shareholders, the Shareholders may decide, without being obliged to do so, to have the annual accounts audited by one or more statutory auditors, being either Shareholders or third persons.

16.3 The auditor(s) shall be appointed by the Shareholders who shall determine the (i) number of auditors, (ii) remuneration of the auditor(s) and (iii) duration of the mandate of the auditor(s). The auditor(s) will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by the Shareholders.

Shareholders

17. Shareholders' Resolutions.

17.1 The Shareholders decide by passing resolutions either in Shareholders' meetings or, subject to the limitations set forth in these Articles and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, by written resolutions.

17.2 One vote is attached to each share, except as otherwise provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

17.3 Any amendment to the Articles must be approved by (i) the majority of Shareholders in number and (ii) shareholders holding at least three-quarters of the issued share capital, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles.

17.4 Without prejudice to the provisions of Art. 21 of these Articles, all other Shareholders' resolutions will be taken by Shareholders representing more than half of the issued share capital of the Company, except as otherwise required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg or by the Articles. In case the quorum is not reached at the first meeting, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of issued share capital represented.

18. Shareholders' meetings.

18.1 An annual Shareholders' meeting needs only be held if the Company has more than twenty-five (25) Shareholders. In that case, these Articles shall be amended in order to provide for the date and time at which such annual Shareholders' meeting shall be held.

18.2 Extraordinary Shareholders' meetings are convened in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg by notice of the Board, the auditor(s) of the Company or the Shareholder(s) representing at least half of the issued share capital of the Company.

18.3 A Shareholders' meeting may only be held abroad if, in the opinion of the Board, this should be necessary due to circumstances of force majeure.

18.4 The notice convening the Shareholders' meeting shall indicate the place, date, time and agenda of the meeting and shall be sent to the Shareholders at least eight (8) days prior to the meeting. The above mentioned notice requirement may be waived in writing by the concerned Shareholder(s) or by the unanimous written consent of all Shareholders at the relevant meeting of the Shareholders.

18.5 Any duly constituted Shareholders' meeting represents all the Shareholders of the Company.

18.6 If the Company has only a sole Shareholder, this sole Shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders by applicable law and these Articles. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, as amended from time to time, are not applicable to that situation.

19. Written Resolutions.

19.1 If the Company has twenty five (25) or less Shareholders, the Shareholders' resolutions do not have to be passed in Shareholders' meetings but may also be passed by written resolution.

19.2 The text of resolutions to be adopted by written resolution will be sent to the Shareholders in writing by the Board by registered letter, letter, e-mail or fax. Shareholders are under the obligation to cast their vote and send it back to the Board of the company by registered letter, letter, e-mail or fax within fifteen (15) days as from the receipt of the letter. Any votes not cast within this time frame will be considered as having abstained from voting.

19.3 The formal requirements set forth in para. 19.2 for passing written Shareholders' resolutions may be waived by unanimous written resolution of all Shareholders in the relevant written resolution or otherwise.

19.4 The formal requirements set forth in para. 19.2 for passing written Shareholders' resolutions do not apply if the Company has only one Shareholder. All resolutions adopted by a sole Shareholder must, however, be documented in writing and signed by the sole Shareholder.

19.5 Any copies or extracts of the written Shareholders' resolutions shall be certified by the Board.

20. Procedure at Shareholders' meetings.

20.1 A Shareholder may act at a Shareholders' meeting by appointing a representative, who does not have to be a Shareholder, in writing or by fax.

20.2 Shareholder(s) may participate in a Shareholders' meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons to communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the relevant meeting.

20.3 The Board may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a Shareholders' meeting.

20.4 At each meeting of the Shareholders, the Shareholders shall appoint the chair of the relevant meeting by vote of the majority of the Shareholders present or represented at such meeting (the "Chair of the Shareholders' Meeting").

20.5 The Chair of the Shareholders' Meeting will appoint a secretary. The Shareholders will appoint one or several scrutineer(s). The Chairman of the Shareholders' meeting together with the secretary and the scrutineer(s) form the bureau of the general meeting (the "Bureau").

20.6 An attendance list indicating the (i) name of the Shareholders, (ii) number of shares held by them and, if applicable, (iii) name of the representative, must be drawn up and signed by the members of the Bureau.

20.7 Minutes of the resolutions of the Shareholders' meeting shall be drawn up and signed by the Bureau.

20.8 Copies or extracts of the minutes of the Shareholders' meeting shall be certified by the Board.

21. Reserved Matters.

21.1 The Shareholders shall procure that the Company shall not realise any of the matters set out in this article 21.1 (or do anything which is analogous to or has a substantially similar effect to any of those matters) without the prior written unanimous consent of the Shareholders (the "Consent Matter(s)"):

a) directly or indirectly acquire any Property or agree to acquire any Potential Property other than a Property which has been recommended to the Board by the Asset Manager pursuant to the Asset Management Agreement;

b) dispose of any interest in any Property (by way of a sale or grant of a long leasehold interest) or disposing of any interest in any PropCo or agreeing to do the same other than in accordance with the Property Business Plan for such Property;

c) enter into agreements in respect of Third Party Finance that do not follow the following criteria:

Third Party Financing shall:

i. be secured upon the Property by first mortgages only (and not, for the avoidance of doubt, by security that is subordinate to such first mortgage);

ii. not exceed, in respect of the Properties on which it will be secured:

1. 60% of the purchase price or Market Value; or

2. 55% of the total acquisition costs (being calculated by the A Shareholder, acting reasonably);

iii. be on a non-recourse basis to the Shareholders;

iv. not be secured on any of the assets of the Shareholders;

- v. to the extent possible, optimise the making of Distributions; and
- vi. not restrict any transfer of Shares or Shareholder Loans which is a Permitted Transfer or a Transfer in accordance with article 21 or any drag along right, tag along right or put option right existing from time to time under a Shareholder Agreement.
- d) make any change to the Business Plan or any Property Business Plan;
- e) incur capital expenditure in excess of amounts agreed in the Business Plan or any Property Business Plan;
- f) enter into or granting any lease or any Property (i) to a tenant regarded as an anchor or key tenant with respect to that Property (ii) with an annual rent in excess of £100,000 or (iii) otherwise than in accordance with the Property Business Plan for such Property;
- g) alter in any respect the Articles or the rights attaching to any of the Shares and/or the Promote Shares;
- h) require funding from a Shareholder in excess of its Maximum Investment;
- i) change the Investment Criteria or extend the Investment Period;
- j) so long as the Asset Management Agreement has not been terminated by the Company in accordance with its terms, enter into any asset management agreement or property management agreement;
- k) approve the need for any additional working capital which is not included in the Business Plan or relevant Property Business Plan;
- l) issue, redeem, purchase or grant any option or other interest in their respective share capital; or
- m) incur any borrowing from any Shareholder or member of a Shareholder Group other than in accordance with the provisions of any shareholders' agreement or pursuant to the ICGL Bridge Finance.

21.2 The Shareholders shall procure that neither the Company nor any other member of the Company's Group shall do any of the matters set out in this article

21.3 (or do anything which is analogous to or has a substantially similar effect to any of those matters) or in any such case without the prior written consent of the Promote Shareholders (not to be unreasonably withheld):

- a) directly or indirectly acquire any Property or agree to acquire any Potential Property;
- b) dispose of any interest in any Property or any PropCo other than to a Third Party on arm's length terms;
- c) enter into agreements in respect of Third Party Finance that do not follow the criteria set out to realise such Third Party Finance;
- d) enter into any financing arrangements with the A Shareholder or any member of the A Shareholder Group other than on arm's length terms;
- e) alter in any respect the Articles or the rights attaching to any of the Shares and/or the Promote Shares;
- f) change the Investment Criteria or extend the Investment Period;
- g) enter into any agreement or arrangement which is outside the ordinary course of the Business or otherwise than on arm's length terms;
- h) issue, redeem, purchase or grant any option or other interest in the share capital of any member of the Company's Group;
- i) give any guarantee or grant any security other than in the context of Third Party Finance as above; and/or
- j) enter into any contract or arrangement the terms of which are solely or principally designed to reduce the value of the Promote Shares or otherwise have the effect of reducing the value of the Promote Shares in a manner which is disproportionate to the commercial aims of such contract or arrangement

Financial year, Distributions of earnings

22. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of the month of January and ends on the last day of the month of December.

23. Approval of financial statements.

23.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board will draw up the annual accounts of the Company in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

23.2 The Board will submit the annual accounts of the Company to the company's auditor(s), if any, for review and to the Shareholders for approval.

23.3 Each Shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

24. Allocation of Profits.

24.1 From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company. The Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be allocated in accordance with the provisions of this article 24.

24.2 Subject to the terms of article 24, the Shareholders shall procure that in respect of each Financial Year all Distributable Cash is Distributed no later than the date falling 120 days after the end of that Financial Year and in accordance with the remaining provisions of this article 24. Once Distributed, the Shareholders shall not be required to reinvest Distributable Cash in the Company or any entity of the Company's Group, unless otherwise agreed by the Shareholders unanimously. Until the End Date (or, if no Promote Distribution is payable pursuant to these Articles, until otherwise agreed unanimously by the Shareholders), all Distributable Cash shall be Distributed or otherwise allocated in the following order of priority:

a) first, to the A Shareholder and the B Shareholders, *pari passu* in proportion to their respective Percentage Interests as of the date of such Distribution, until the interest accrued on all existing Shareholder Loans (other than the PPLs) held by each such Shareholder has been repaid in full;

b) second, to the A Shareholder and the B Shareholders, *pari passu* in proportion to their respective Percentage Interests as of the date of such Distribution, until the profit allocation on all PPLs held by each such Shareholder has been repaid in full;

c) third, to the A Shareholder and the B Shareholders, *pari passu* in proportion to their respective Percentage Interests as of the date of such Distribution, until the principal amounts of all Shareholder Loans (other than the PPLs) held by each such Shareholder has been repaid in full;

d) fourth, to the A Shareholder and the B Shareholders, *pari passu* in proportion to their respective Percentage Interests as of the date of such Distribution, until the principal amounts of all PPLs held by each such Shareholder has been repaid in full;

e) fifth, to the A Shareholder and the B Shareholders, *pari passu* in proportion to their respective Percentage Interests as of the date of such Distribution until each has received an amount equal to the Total Equity Funding of such Shareholder as of that date;

f) sixth, to the A Shareholder and the B Shareholders, *pari passu* in proportion to their respective Percentage Interests as of the date of such Distribution.

24.3 The calculations of Distributable Cash and Distributions shall be undertaken by the A Shareholder and reviewed by the Board and the Shareholders within 60 Business Days of the end of the Financial Year to which they relate. If the B Shareholder Representative does not agree with the calculation or allocation of Distributable Cash or Distributions and notifies its disagreement to the Shareholders and the Company in writing within a period of 30 Business Days of the A Shareholder presenting its calculation to the Board and the Shareholders, then the provisions of articles 24.4 and 24.5 shall apply.

24.4 If and whenever any item relating to the calculation or allocation of Distributable Cash and Distributions in accordance with article 24.2, 24.3 and/or 24.8 is in dispute and the Shareholders and the Board cannot resolve the dispute in the timeframe provided for in this article 24, it shall be referred to such firm of independent chartered accountants:

a) as the A Shareholder and the B Shareholder Representative or the Promote Shareholder Representative (as the case may be depending on the nature of the dispute) may agree in writing; or

b) failing such agreement within five Business Days, as shall be appointed for this purpose on the application of the A Shareholder or the B Shareholder Representative or the Promote Shareholder Representative (as the case may be depending on the nature of the dispute) (whosoever shall first apply) by the President of the Institute of Chartered Accountants in England and Wales.

24.5 The independent accountants shall act on the following basis:

a) the independent accountants shall act as experts and not as arbitrators;

b) the items or items in dispute shall be notified to the independent accountants in writing by either of the Shareholders and/or the Promote Shareholder Representative (as the case may be depending on the nature of the dispute) (with a copy to the other Shareholder or the Promote Shareholder Representative (as the case may be)) within 10 Business Days of the independent accountants' appointment;

c) their terms of reference shall be to determine the item or items in dispute within 20 Business Days of their appointment;

d) the independent accountants shall decide the procedure to be followed in the determination and shall be entitled to appoint such advisers or valuers as they deem necessary;

e) the Shareholders and/or the Promote Shareholders (as the case may be depending on the nature of the dispute) shall each provide the independent accountants promptly with all information which they reasonably require and the independent accountants shall be entitled (to the extent they consider it appropriate) to base their opinion on such information and on the accounting and other records of the Company's Group;

f) the determination of the independent accountants shall (in the absence of manifest error) be final and binding on the parties; and

24.6 Subject to the terms of any Shareholder Agreement, if the IRR from 22 May 2015 to the End Date:

a) is greater than 12%, the Promote Distribution will be payable to the Promote Shareholders; or

b) is less than or equal to 12%, the Promote Distribution will be zero and nothing shall be payable to the Promote Shareholders.

24.7 If the Promote Distribution is payable, then the Promotable Surplus shall be Distributed as follows:

- a) the Promote Shareholders shall be entitled to receive the Promote Distribution *pari passu* in proportion to their respective Promote Percentage Interests of Promote Shares as of the date of Distribution of the Promotable Surplus;
- b) the A Shareholder shall be entitled to receive the amount equal to 75% of the Promotable Surplus (that is, that amount of the Promotable Surplus that is not the Promote Distribution); and
- c) the B Shareholders (for the avoidance of doubt) shall not be entitled to any of the Promotable Surplus.

24.8 Following the End Date:

- (a) the Shareholders agree that:
 - (i) the amount of the Contributions and Distributions is to be ascertained as soon afterwards as may be practicable; and
 - (ii) such amounts are to be ascertained between the Shareholders but in the absence of agreement within 20 Business Days of the End Date, such amounts shall be determined pursuant to article 24.4 of this agreement; and
- (b) within 10 Business Days of the date on which the amounts of Contributions and Distributions have been agreed in accordance with article 24.8 or determined in accordance with article 24.8, the A Shareholder shall calculate the IRR, the Promotable Surplus and the Promote Distribution and shall notify the Promote Shareholders of such calculations provided that the A Shareholder shall not be required to make this calculation if article 24.4 applies. If the Promote Shareholders agree such calculations, then that shall be the IRR, the Promotable Surplus and the Promote Distribution for the purposes of this agreement. If the Promote Shareholders do not agree such calculations within 20 Business Days of being notified by the A Shareholder then such amounts shall fall to be determined pursuant to article 24.4 of these Articles.

24.9 The:

- (a) Promote Distribution (subject to article 24.11 and in accordance with article 24.10); and
- (b) amount payable to the A Shareholder pursuant to article 24.7 (b), shall, in each case be paid within 10 Business Days after agreement pursuant to the terms of this article 24 or determination pursuant to article 24.4 to the Promote Shareholders and the A Shareholder as the case may be.

24.10 The Shareholders and Promote Shareholders shall procure and take all steps necessary to ensure that upon any Promote Distribution becoming payable to the Promote Shareholders, such amount is applied to redeem a proportion of the Promote Shares then held by the Promote Shareholders (as shall be determined by the Promote Shareholder Representative) in proportion to their respective Promote Percentage Interests as of the date of such Promote Distribution.

24.11 At any time prior to the End Date, the Promote Shareholder Representative may request that the A Shareholder approves the making of a Promote Distribution prior to the End Date. If, following receipt of such request, the A Shareholder is of the opinion (acting reasonably and considering the amount of the Investment Period remaining), that there is sufficient financial certainty that the IRR at the End Date will be greater than 12% and, accordingly that a Promote Distribution would be payable in accordance with this agreement, the A Shareholder shall take such steps as it considers reasonable to procure payment of a Promote Distribution before the End Date in accordance with the provisions of this article 24, adapted (if necessary) by the A Shareholder (acting reasonably) to cater for payment of the Promote Distribution earlier than the End Date in accordance with article 24.7.

25. Drag Along Rights.

25.1 If the A Shareholder wishes to sell all or part only of its Shares and Shareholder Loans (the "Offered Securities") other than pursuant to a Permitted Transfer, then the A Shareholder shall give written notice of such intention to the B Shareholders ("Disposal Notice").

25.2 The B Shareholders shall have 30 days following receipt of the Disposal Notice to make an offer (the "A Shareholder Offer") to the A Shareholder for the Offered Securities. The A Shareholder shall have a period of 30 days from receipt of the A Shareholder Offer (the "Acceptance Period") to accept or reject the A Shareholder Offer. If the A Shareholder Offer is accepted by the A Shareholder during the Acceptance Period, the B Shareholders (or any of them) shall have 30 days from the date of acceptance to complete the acquisition of the Offered Securities. If the A Shareholder Offer is rejected by the A Shareholder within the Acceptance Period or the Acceptance Period otherwise expires without an acceptance by the A Shareholder of the A Shareholder Offer or no A Shareholder Offer is made by the B Shareholders (or any of them), the A Shareholder may market the Offered Securities on terms no less favourable than the A Shareholder Offer. If within a period of 6 months from the rejection or expiry of the A Shareholder Offer, the A Shareholder secures an offer from the A Shareholder Buyer to purchase the Offered Securities (on terms no less favourable than the A Shareholder Offer), the A Shareholder shall deliver an A Shareholder Sales Notice and then, in accordance with the terms of the A Shareholder Sales Notice, the A Shareholder may proceed to sell the Offered Securities to the A Shareholder Buyer on terms and at a price which are not less favourable than those specified in the A Shareholder Offer.

25.3 If the A Shareholder proceeds with the sale of, or to procure the sale of, the Offered Securities to an A Shareholder Buyer in accordance with article 25.1 then the A Shareholder may by written notice (the "Drag Notice") require the B Shareholders to sell a proportionate part of their Shares and Shareholder Loans *pro rata* to the Shares and Shareholder Loans being disposed of by the A Shareholder (the "Drag Along Right") to the A Shareholder Buyer, provided that the total proceeds of sale received by the B Shareholders are at least equal to its Total Equity Funding (or the equivalent proportionate amount of its Total Equity Funding in respect of the sale of part only of its Shares and Shareholder Loans). The Shareholders agree that the proceeds for the Shares and Shareholder Loans due pursuant to the provisions of this article

25 shall be distributed. Article 24.4 and article 24.5 shall apply mutatis mutandis in relation to any dispute in respect thereof. If the A Shareholder does not serve a Drag Notice, the B Shareholders, shall nonetheless be entitled to serve a Tag Along Notice pursuant to article 26.

25.4 Completion of the sale of Shares and Shareholder Loans pursuant to an exercise of the Drag Along Right shall take place at the same time and place as the sale of Shares and Shareholder Loans by the A Shareholder to the A Shareholder Buyer.

25.5 As security for its obligations in the event that the A Shareholder exercises its Drag Along Right, the B Shareholders, hereby irrevocably appoint the A Shareholder as their lawful attorney with full power and having full authority in the name of and on behalf of the B Shareholders to execute all such documents and do all such things as the A Shareholder reasonably considers necessary to transfer the relevant Shares and Shareholder Loans to the A Shareholder Buyer, such power of attorney being coupled with an interest shall survive the bankruptcy or dissolution of the B Shareholders.

26. Tag Along Rights.

26.1 If, following receipt of an A Shareholder Sales Notice and unless the A Shareholder has also delivered a Drag Notice, the B Shareholders may within 21 days of receipt an A Shareholder Sales Notice, deliver a written notice to the A Shareholder (the "Tag Along Notice"), advising the A Shareholder that they require the A Shareholder Buyer to acquire a proportionate part of their Shares and Shareholder Loans pro rata to the Share and Shareholder Loans to be acquired from the A Shareholder. If the B Shareholders have served a Tag Along Notice, the A Shareholder will not transfer any Shares or Shareholder Loans to the A Shareholder Buyer without first requiring the A Shareholder Buyer to purchase all or the relevant proportionate part of the Shares and Shareholder Loans held by the B Shareholders on the same terms and conditions and at the same time as the A Shareholder Buyer is acquiring the Shares and Shareholder Loans from the A Shareholder ("Tag Along Right").

26.2 If a Tag Along Right is exercised, no Shareholder will enter into any agreement, commitment or understanding with any person which has the effect of providing to any Shareholder consideration of greater value or terms which are more favourable than those applying to the Tag Along Right.

26.3 The Shareholders agree that the proceeds for the Shares and Shareholder Loans due pursuant to the provisions of this article 26 shall be distributed as set out in article 24. The provisions of articles 24.4 and 24.5 shall apply mutatis mutandis in relation to any dispute in respect thereof. The recipients of the Tag Along Notice undertake to execute, or procure the execution of, any documentation required to give effect to such Transfer.

26.4 Subject to the requirements set out under articles 189 and 190 of the Act, in the event that the B Shareholders fail to exercise their rights pursuant to this article 26, the A Shareholder shall nonetheless be entitled to sell all or the relevant part only of its Shares and Shareholder Loans to the A Shareholder Buyer and to exercise its rights pursuant to article 25.

Dissolution, Liquidation

27. Dissolution and liquidation.

27.1 The dissolution of the Company may be resolved by its Shareholders with the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

27.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the Shareholders determining powers and compensation of the liquidator(s).

27.3 After payment of all the outstanding debts of and charges against the Company, including taxes and expenses pertaining to the liquidation process, the remaining net assets of the Company shall be distributed equally to the Shareholders pro rata to the number of the shares held by them.

Applicable law

28. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined by the Act

VIII. Definitions

29. For the purposes of these Articles, the following capitalized terms shall have the meaning ascribed to them in this article 29:

"A Shareholder" means a holder of the A Shares from time to time;

"A Shareholder Buyer" has the meaning given in article 8.6;

"A Manager" means any manager appointed to the Board by the A Shareholder;

"A Shareholder Group" means, in relation to the A Shareholder, any person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common (direct or indirect) Control with the A Shareholder from time to time and shall include, for the avoidance of doubt, the A Shareholder and any fund or entity sponsored, managed or advised (in the latter case pursuant to an investment advisory agreement (or analogous arrangements) where such fund or entity is accepted as a client or co-investor of the A Shareholder or any person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common (direct or indirect) Control with the A Shareholder) by or with the A Shareholder or any person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common (direct or indirect) Control with the A Shareholder from time to time, or any entity owned

or Controlled by any such fund or entity and "member of the A Shareholder Group" shall be construed accordingly (for the avoidance of doubt each member of the Company's Group shall be deemed to be outside of the A Shareholder Group);

"A Shareholder Sales Notice" has the meaning given in article 25.2;

"A Shareholder Offer" has the meaning given in article 25.2;

"A Shares" means the A ordinary shares of one Pound Sterling (GBP 1.-) each in the capital of the Company from time to time;

"Acceptance Period" has the meaning given in article 25.2;

"Articles" means the articles of association of the Company;

"Asset Manager" means M&M Property Asset Management LLP;

"Asset Management Agreement" means the asset management agreement to be entered into at Completion between the Company, Nuneaton Shopping Centre S.à.r.l and the Asset Manager in the agreed form;

"B Manager" means any manager appointed to the Board by the B Shareholders;

"B Shareholder Group" means, together each of the B Shareholders and any person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common (direct or indirect) Control with the B Shareholders (or any of them) from time to time and "member of the B Shareholder Group" shall be construed accordingly (for the avoidance of doubt each member of the Company's Group shall also be deemed to be outside the B Shareholder Group);

"B Shareholder PPLs" means the profit participating loan agreements entered into between each of the B Shareholders and the Company on 25 June 2015;

"B Shareholder Representative" means Kevin McGrath or any other person appointed from time to time by the B Shareholders;

"B Shareholder SHL Agreements" means the shareholder loan agreements entered into between each of the B Shareholders and the Company on 25 June 2015;

"B Shareholders" means the holders of the B Shares from time to time;

"B Shares" means the B ordinary shares of Pound Sterling (GBP 1.-) each in the capital of the Company from time to time;

"Board" means the board of Managers of the Company for the time being and from time to time;

"Business" has the meaning given in article 4;

"Business Day" means a day (other than a Saturday or Sunday) when banks in London and Luxembourg are open for business;

"Business Plan" means a revised Business Plan and Property Business Plan for every Financial Year prepared by the Asset Manager (in consultation with the A Shareholder) and presented in draft to the Board and the relevant PropCos in accordance with the requirements of the Asset Management Agreement not later than one month before the beginning of each Financial Year together with such other information relating to the financial position and affairs of the PropCos and JVC as the A Shareholder may from time to time reasonably require is delivered to the Board and the Shareholders;

"Call Notice" means a notice approved by the A Shareholder and delivered to the Shareholders by the Company stating that Required Funding is required or requested as the case may be, the amount of such Required Funding, how the Required Funding should be advanced and the Business Day by which the Required Funding should be paid;

"Company's Group" means the Company and each of the PropCos and "member of the Company's Group" and "Group Company" shall be construed accordingly;

"Contribution" means a contribution to the Company or any other member of the Company's Group by any Shareholder, whether by way of a subscription for Shares, Shareholder Loans or otherwise (but excluding, for the avoidance of doubt, the ICGL Bridge Finance);

"Control" in relation to a body corporate or partnership, means the power of a person to secure that the affairs of the body corporate or partnership are conducted in accordance with the wishes of that person:

(a) by means of the holding of shares, or the possession of voting power, in or in relation to that or any other body corporate or partnership; or

(b) by virtue of any powers conferred by the constitutional or corporate documents, or any other document, regulating that or any other body corporate or partnership,

and "Controlling" and "Controlled" shall be construed accordingly;

"C Promote Shares" means the 750 class C redeemable shares of one Pound Sterling (GBP 1.-) each in the share capital of the Company and having the rights set out in the Articles;

"Debt Service Shortfall Funding" means any amount required to meet a payment under a Facility Agreement in order to avoid an event of default or default as specified in the Facility Agreement or to pay any expenses thereunder as a result of any such default;

"Disposal Notice" has the meaning given in article 25.1;

"Distribution" means any payment to Shareholders or to the relevant member of the A Shareholder Group or the B Shareholder Group (as the case may be) including, without limitation, any payment arising in respect of the following:

- (a) payment of principal and interest on any Shareholder Loan (including, for the avoidance of doubt, the PPLs);
- (b) payment of any dividend on any Shares;
- (c) payment on any redemption of any Shares or any Shareholder Loans (including, for the avoidance of doubt, the PPLs);
- (d) any return of capital on any Shares (including in the case of liquidation or winding up);
- (e) any sums received on a Transfer of Shares; or
- (f) any sums loaned to a Shareholder on an interest free non-recourse basis to be offset against, and in lieu of, future distribution payments as made in the circumstances set out in paragraphs (a) to (e) above;

and "Distributed" shall be construed accordingly provided that (i) no payment of fees to the Asset Manager pursuant to the Asset Management Agreement or (ii) payment of principal or interest on the ICGL Bridge Finance shall be payments for the purposes of this definition;

"Distributable Cash" means all of the cash available to the Company after taking into account, in respect of the whole of the Company's Group, as appropriate:

- (a) operating expenses and working capital requirements;
- (b) fees, expenses and service of Third Party Finance and the ICGL Bridge Finance;
- (c) taxes and regulatory fees payable;
- (d) Project Costs;
- (e) all amounts paid to the Asset Manager as Fees as defined in and in accordance with the Asset Management Agreement;
- (e) reserves for capital expenditure;
- (f) any other spending requirements outlined in the Business Plan or the Property Business Plans or as otherwise approved by the Shareholders in accordance with this agreement, including so as to support other assets within different PropCos in the Company's Group or to fund new acquisitions or potential new acquisitions which, if completed will become an asset within the Company's Group; and

(g) all reserves and notably the legal reserve set out in article 24.1 that may be required under the Act.

which may be distributed by Company by way of the methods described in paragraphs (a) to (f) of the definition of "Distribution" or otherwise in accordance with applicable law;

"D Promote Shares" means the 750 class D redeemable shares of one British pound (GBP 1.-) each in the share capital of the Company and having the rights set out in the Articles.

"Drag Along Right" has the meaning given in article 25.3;

"Drag Notice" has the meaning given in article 25.3;

"End Date" means the date of completion of an Exit Event;

"Encumbrance" means a mortgage, charge, pledge, lien, option, restriction, right of first refusal, right of pre-emption, third party right or interest, other encumbrance or security interest of any kind, or another type of agreement or arrangement having similar effect;

"Exit Event" means a sale of the entire Portfolio (whether in one or a series of transactions) either by way of:

- (a) the sale of all of the Properties which are vested in Company or the relevant Propco as the case may be; or
- (b) the sale of the issued share capital in Company (including, for the avoidance of doubt, a sale of the issued share capital in the Company pursuant to the terms of any Shareholder Agreement); or
- (c) the sale of all of Company's interests in all of the Propcos,

to the intent that in each case substantially the whole of the economic value in the relevant Properties (or as the case may be in the share capital of Company or the Propcos) passes to the Third Party buyer thereof;

"Expert" means an independent person appointed by the Company;

"Facility Agreement" means any agreement between Company and/or one or more of the PropCos and a bank or other financial institution who has provided Third Party Finance to acquire, or otherwise in respect of, one or more of the Properties;

"Fair Value" means the proportion of the amount to be considered to be the fair value of the entire issued share capital of the Company multiplied by the proportion which the default securities under a shareholder agreement or the Buy Out Securities or put securities as the case may be bear to the entire issued share capital of Company (with no discount for the size of the shareholding to be transferred) and determined by the Shareholders or the Expert;

"Financial Year" means a financial year of the Company in accordance with article 22, being the year from 1 January to 31 December, or as otherwise agreed unanimously by the Shareholders;

"Group" means the A Shareholder Group, the B Shareholder Group or the Company's Group, as the context may require;

"ICGL" means ICG-LONGBOW EQUITY INVESTMENTS NO. 4 SARL, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg law whose registered office is at 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B-195089;

"ICGL Bridge Finance" means the bridge financing facilities to be entered into as procured by ICGL for the Company's Group in the agreed form;

"Investment Criteria" means criteria given in a shareholders' agreement from time to time;

"Investment Period" means the period commencing from 22 May 2015 and ending six years from the Completion Date (or such later date as may be determined by the Board) or, if earlier, the date on which the maximum investment of the shareholders by all of the Shareholders is invested or committed to investments in Properties or Potential Properties;

"IRR" means the annual rate compounding monthly which, when applied to the consolidated cashflows of Contributions and Distributions, on the date of calculation of the IRR (for example, being the End Date), produces a net present value of zero (taking into account, as relevant, the monthly period on which Contributions and Distributions are made);

"Key Person(s)" means each of Mr Martin Sheppard, Mr Kevin McGrath and Mr Matthew Kelly;

"Key Person Change" means if any two of the Key Persons cease to:

(a) actively, regularly and routinely involve themselves in the business and objectives of the Asset Manager; or

(b) own (directly or indirectly) in aggregate more than 50 per cent of the membership interests in the Asset Manager;

or

(c) own (directly or indirectly) more than 50 per cent of the interests in the securities of:

i. Cool (in the case of Kevin McGrath);

ii. Etchingham (in the case of Martin Sheppard); or

iii. Anglezark (in the case of Matthew Kelly),

in any case other than as a result of death, permanent injury or long term illness;

"Manager" has the meaning given in article 10.1;

"Market Value" the open market value of the Portfolio (or relevant Property or Potential Property as the case may be) as at the date on which it is to be calculated as agreed between the parties or failing agreement to be established in accordance with the then current edition of RICS Valuation Standards;

"M&M" has the meaning given in the preamble;

"Maximum Investment" means a maximum amount of investment given in a shareholders' agreement from time to time;

"Offered Securities" has the meaning given in article 25.1;

"Percentage Interest" shall mean, at any time for any Shareholder, the quotient, expressed as a percentage (rounded to the nearest one hundred thousandth of one per cent) of (a) the Total Equity Funding of such Shareholder (or such Shareholders predecessors(s) in interest) divided by (b) the aggregate of Total Equity Funding of all of the Shareholders (or their predecessors(s) in interest);

"Permitted Transfer" means a Transfer of Shares and Shareholder Loans or Promote Shares to a member of the A Shareholder Group or B Shareholder Group at the time of Transfer;

"Portfolio" means all of the Properties owned by the Company's Group at the relevant time and from time to time;

"Potential Property" means a property which satisfies or is capable of satisfying the Investment Criteria at the time when the property in question (or an interest therein) is acquired or available for acquisition;

"PPLs" means the profit participating loans to be entered into by the A Shareholder and B Shareholders in the agreed form on 25 June 2015;

"Project Costs" means, as applicable, in respect of each Property or Propco or otherwise across the Portfolio and the Company's Group, all costs and expenses (budgeted or incurred as the context may require) whether or not as set out in the Business Plan or the Property Business Plans and any such cost shall be a Project Cost whether incurred by any Shareholder (reasonably and in good faith and in accordance with the provisions of article 21 where relevant) or Company or Propco (provided that for the avoidance of doubt any such Project Cost incurred by one of such parties shall not be included a second time as a Project Cost if it is reimbursed to the party who originally incurred it by another of such parties);

"Promote Distribution" means the amount (if any) payable at the End Date to the Promote Shareholders on the Promote Shares and calculated in accordance with article 24 and being the amount equal to 25% of the Promotable Surplus;

"Promote Percentage Interests" shall mean, at any time for any Promote Shareholder, the quotient, expressed as a percentage (rounded to the nearest one hundred thousandth of one per cent) of (a) the number of Promote Shares held by such Shareholder divided by (b) the total number of Promote Shares held by all of the Promote Shareholders;

"Promote Shareholders" means a holder of Promote Shares in Company from time to time;

"Promote Shareholder Representative" means Kevin McGrath;

"Promote Shares" means the C Promote Shares and the D Promote Shares and "Promote Share" means any such share;

"Promotable Surplus" means the hypothetical amount (if any) which would at the End Date reduce the IRR to 12%;

"PropCo" means a company or other entity established or to be established by or on behalf of Company in respect of one or more Property or Potential Property in accordance with this agreement;

"Property" means a Potential Property which the Company or a member of the Company's Group has acquired or has agreed to acquire in accordance with this agreement and "Properties" shall be construed accordingly;

"Property Business Plan" means a business plan in respect of each Property in the agreed form;

"Required Funding" means the funding required from Shareholders such funding being:

(a) identified in the Business Plan as Required Funding in respect of:

- i. the acquisition costs and related expenses of each Property and PropCo; or
- ii. any approved additional costs in respect of a Property or a PropCo, including working capital and capital expenditure;

or

(b) a Debt Service Shortfall Funding; or

(c) otherwise identified and agreed to by the A Shareholder as being a Required Funding,

and in each instance subject to that Shareholder's Maximum Investment (as defined in the Shareholders' Agreement);

"Required Funding Requirement Date" means the Business Day specified for payment of Required Funding in a Call Notice;

"Shareholder" means a holder of A Shares or B Shares in Company for the time being;

Shareholders' Agreement means any Shareholders' agreement relating to the Company which may exist at any given time;

"Shareholder Group" means the A Shareholder Group in respect of the A Shareholder, and the B Shareholder Group in respect of the B Shareholders and "member of the Shareholder Group" and "Shareholders' Group Company" shall be construed accordingly;

"Shareholder Loan Agreement" means the A SHL Agreement, the B Shareholder SHL Agreements and, as the context requires, all future agreements in respect of Shareholder Loan Finance;

"Shareholder Loan Finance" or "Shareholder Loan" means any loan finance provided to any member of the Company's Group pursuant to any Shareholder Agreement, under a Shareholder Loan Agreement and/or under the PPLs or otherwise by a member of the A Shareholder Group or B Shareholder Group in accordance with the terms of any Shareholder Agreement;

"Shares" means the A Shares and the B Shares and "Share" means any such share;

"Tag Along Notice" has the meaning given in article 26.1;

"Tag Along Right" has the meaning given in article 26.1;

"Third Party" means any person not being a member of a Shareholder Group or Company Group;

"Third Party Finance" means, in relation to the Company's Group, any indebtedness in the nature of borrowing to a person not being a member of a Shareholder Group, and excluding, for the avoidance of doubt, the ICGL Bridge Finance;

"Total Equity Funding" means in relation to a Shareholder, the aggregate amount from time to time of the payments made to all members of the Company's Group by the relevant Shareholder by way of Shareholder Loans or subscription for Shares (including any share premium paid thereon);

"Transfer" means, in relation to any Share or Promote Shares or any legal or beneficial interest in any Share or Promote Shares or any other asset, to:

- (a) sell, assign, transfer or otherwise dispose of it (otherwise than in the context of succession upon death);
 - (b) create or permit to subsist any Encumbrance over it;
 - (c) direct (by way of renunciation or otherwise) that another person should, or assign any right to, receive it;
 - (d) enter into any agreement in respect of the votes or any other rights attached to it; or
 - (e) agree, whether or not subject to any condition precedent or subsequent, to do any of the foregoing,
- and "Transferred" shall be construed accordingly;

"Transfer Completion" has the meaning given in article 8.5; and

"Transfer Conditions" means any and all consents, approvals, notifications, filings and/or any legal actions, which are required under applicable law for the irrevocable and unconditional Transfer of Shares, Promote Shares or Shareholder Loans to be valid and effective and to be in compliance with any such law"

Fifth resolution

The Shareholders including the new subscribers, duly represented, unanimously resolved to requalify the title of the current manager, Luxembourg Corporation Company S.A., a public limited liability incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 37974, as a class B manager of the Company with immediate effect and to confirm its mandate until the date of the annual general meeting of the Company to be held in 2016.

Sixth resolution

The Shareholders including the new subscribers, duly represented, unanimously resolved to appoint T.C.G. Gestion S.A., a public limited liability incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under

number B 67822 as a new class A manager of the Company, with immediate effect until the date of the annual general meeting of the Company to be held in 2016.

Seventh resolution

The Shareholders including the new subscribers, duly represented, unanimously resolved to appoint CMS Management Services S.A., a public limited liability incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L - 2346 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 81525 as a new class A manager of the Company with immediate effect until the date of the annual general meeting of the Company to be held in 2016.

Costs and expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately two thousand five hundred euro (EUR 2,500.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the proxyholder of the appearing parties, the present deed is drafted in English, followed by a French version and that, in case of any difference between the English and the French text, the English text shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties' proxyholder, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-cinquième jour du mois de juin,

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

ont comparu:

1. ICG-Longbow Equity Investments No. 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante sous le droit luxembourgeois, ayant un capital social de 11.000 livres sterling, avec siège social au 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 195089 ("ICGL"),

2. M&M RETAIL PORTFOLIO LLP, une société à responsabilité limitée, existante selon les lois d'Angleterre et pays de Galles, avec siège social au 4^{ème} étage, 2 Brook Street, Londres, W1S 1BQ, et enregistrée auprès du Companies House sous le numéro OC3351969 ("M&M");

3. Cool Investments Limited, une société constituée sous les lois d'Angleterre et pays de Galles, avec siège social au 4^{ème} étage, 2 Brook Street, London W1S 1BQ, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 08319509 ("Cool"),

4. Etchingham Investments Limited, une société existante sous les lois d'Angleterre et pays de Galles, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 08319336, avec siège social au 4^{ème} étage, 2 Brook Street, London W1S 1BQ ("Etchingham"),

5. Anglezark Limited, une société existante sous les lois d'Angleterre et pays de Galles, avec siège social au 4^{ème} étage, 2 Brook Street, London W1S 1BQ, enregistrée auprès du Companies House sous le numéro 08317985 ("Anglezark"), et

6. M. Matthew Kelly résidant à Shearings, Shepherds Lane, Hurley, Berkshire SL6 5NG (Royaume-Uni) ("MK");

Toutes les personnes comparantes susmentionnées ont été représentées par Monsieur Mustafa NEZAR, clerc de notaire, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu de six procurations sous seing privé, qui après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et par le notaire instrumentant, devront être annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

ICGL et M&M, représentés comme indiqué ci-dessus, ont déclaré qu'à la date du présent acte, ils sont détenteurs de l'intégralité des parts sociales de Mambow Shopping Centre Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, le 6 mai 2015 selon un acte reçu par le notaire instrumentant, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196881 (la "Société")

Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution.

Transfert de parts sociales

ICGL, M&M, Cool, Etchingham, Anglezark et MK, représentés tel qu'indiqué cidessus ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

ICGL a vendu et transféré une part sociale (la "Part Sociale"), ayant une valeur nominale d'une livre sterling (£1.-) de la Société à Cool pour un prix d'achat d'une livre sterling (£1.-) (la "Vente").

ICGL, représenté tel qu'indiqué ci-dessus, a déclaré qu'il est le seul détenteur de la Part Sociale et qu'il n'existe aucun empêchement au transfert de la Part Sociale.

Cool, représenté tel qu'indiqué ci-dessus a accepté d'acquérir la Part Sociale et d'entièrement libérer la Part Sociale en numéraire.

M&M, représenté tel qu'indiqué ci-dessus, a accepté la Vente de la Part Sociale par ICGL à Cool conformément à l'article 189 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915.

Suite à la Vente, ICGL détenait treize mille huit cent soixante-quatorze (13.874) parts sociales d'une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) dans la Société, M&M détenait neuf cent vingt-cinq (925) parts sociales d'une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) dans la Société et Cool détenait une (1) part sociale d'une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) dans le capital social de la Société (Cool, ensemble avec ICGL et M&M, étant ci-après qualifiés d' "Associés").

Les Associés représentés tel qu'indiqué ci-dessus, ont dès lors délibéré sur l'agenda suivant:

Agenda

1. Convertir les quatorze mille huit cents (14.800) parts sociales existantes avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, émise par la Société en (i) treize mille huit cent soixante-quatorze (13.874) parts sociales de catégorie A avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, détenues par ICG-Longbow Equity Investments No.4 S.à r.l., (ii) une (1) part sociale de catégorie B ayant une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-), détenue par Cool Investments Limited, (iii) six cents (600) parts sociales de catégorie C ayant une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, détenues par M&M Retail Portfolio LLP et, (iv) trois cent vingt-cinq (325) parts sociales de catégorie D ayant une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, détenues par M&M Retail Portfolio LLP.

2. Augmenter le capital social de la Société d'un montant de mille cinq cents livres sterling (£1.500,-) afin de le porter de son montant actuel de quatorze mille huit cents livres sterling (£14.800,-) à seize mille trois cents livres sterling (£16.300,-) par l'émission d' (i) une (1) part sociale de catégorie A avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-), (ii) neuf cent vingt-quatre (924) parts sociales de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-), (iii) cent cinquante (150) parts sociales de catégorie C avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, et (iv) quatre cent vingt-cinq (425) parts sociales de catégorie D avec une valeur nominale d'une livre sterling (£ 1,-) chacune, ayant les droits et privilèges comme indiqué dans les statuts coordonnés de la Société, ces derniers étant à approuver sous le point 9 de l'agenda et à libérer entièrement.

3. Accepter la souscription au nom et pour le compte de ICG-Longbow Equity Investments No. 4 S.à r.l., d'une (1) nouvelle part sociale de catégorie A avec une valeur nominale d'une livre sterling (£ 1,-) et la libération intégrale de cette nouvelle part sociale de catégorie A ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de deux cent quinze mille cinq cent vingt-cinq livres sterling (£ 215.525,-) par une contribution en numéraire de deux cent quinze mille cinq cent vingt-six livres sterling (£ 215.526,-).

4. Accepter la souscription au nom et pour le compte de M&M Retail Portfolio LLP, de deux cent soixante-quinze (275) nouvelles parts sociales de catégorie D avec une valeur nominale d'une livre sterling (£ 1,-) et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales ainsi qu'une prime d'émission de neuf cent vingt-cinq livres sterling (£ 925,-) par une contribution en numéraire pour un montant total de mille deux cents livres sterling (£ 1.200,-).

5. Accepter la souscription au nom et pour le compte de Cool Investments Limited de trois cent soixante-neuf (369) nouvelles parts sociales de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales ainsi qu'une prime d'émission de cinq mille trois cent soixante-dix-huit mille virgule vingt livres sterling (£ 5.378,20) par une contribution en numéraire pour un montant total de cinq mille sept cent quarante-sept virgule vingt livres sterling (£ 5.747,20).

6. Accepter la souscription au nom et pour le nom de Etchingham Investments Limited de trois cent soixante-dix (370) nouvelles parts sociales de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales ainsi qu'une prime d'émission de cinq mille trois cent soixante-dix-sept virgule vingt livres sterling (£ 5.377,20) par une contribution en numéraire pour un montant total de cinq mille sept cent quarante-sept virgule vingt livres sterling (£ 5.747,20).

7. Accepter la souscription au nom et pour le nom de Anglezark Limited de cent quatre-vingt-cinq (185) nouvelles parts sociales de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales ainsi qu'une prime d'émission de deux mille six cent quatre-vingt-huit virgule soixante livres sterling (£ 2.688,60) par une contribution en numéraire pour un montant total de deux mille huit cent soixante-treize virgule soixante livres sterling (£ 2.873,60).

8. Accepter la souscription au nom et pour le nom de M. Matthew Kelly à cent cinquante (150) nouvelles parts sociales de catégorie C et cent cinquante (150) nouvelles parts sociales de catégorie D avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales de catégorie C et catégorie D par une contribution en numéraire de trois cents livres sterling (£ 300,-).

9. Modifier l'objet social de la Société.

10. Procéder à la refonte complète des statuts.

11. Requalifier Luxembourg Corporation Company S.A., une société anonyme, constituée et existante sous le droit luxembourgeois, avec siège social à 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 37974, en tant que nouveau Gérant B de la Société avec effet immédiat et confirmer son mandat jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale devant se tenir en 2016.

12. Nommer T.C.G. Gestion S.A., une société anonyme, constituée et existante sous le droit luxembourgeois, avec siège social à 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 67822 comme nouveau Gérant A de la Société, avec effet immédiat, pour une durée allant jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale devant se tenir en 2016.

13. Nommer CMS Management Services S.A, une société anonyme, constituée et existante sous le droit luxembourgeois, avec siège social à 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 81525 comme nouveau Gérant A de la Société avec effet immédiat, pour une durée allant jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale devant se tenir en 2016.

14. Divers.

Après délibération, les Associés ont adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de convertir les quatorze mille huit cents (14.800) parts sociales existantes avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, émise par la Société en (i) treize mille huit cent soixante-quatorze mille (13.874) parts sociales de catégorie A avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, détenues par ICG-Longbow Equity Investments No.4 S.à r.l., (ii) une (1) part sociale de catégorie A avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-), détenue par Cool Investments Limited, (iii) six cents (600) parts sociales de catégorie C avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, détenues par M&M Retail Portfolio LLP et, (iv) trois cent vingt-cinq (325) parts sociales de catégorie D avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, détenues par M&M Retail Portfolio LLP, ayant les droits et privilèges comme indiqué dans les statuts coordonnés de la Société, ces derniers étant à approuver à la quatrième résolution ci-dessous.

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de mille cinq cents livres sterling (£ 1.500,-) afin de le porter de son montant actuel de quatorze mille huit cents livres sterling (£ 14.800,-) à seize mille trois cents livres sterling (£16.300,-) par l'émission d' (i) une (1) part sociale de catégorie A avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-), (ii) neuf cent vingt-quatre (924) parts sociales de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-), (iii) cent cinquante (150) parts sociales de catégorie C avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, et (iv) quatre cent vingt-cinq (425) part sociales de catégorie D avec une valeur nominale d'une livre sterling (£ 1,-) chacune, ayant les droits et privilèges comme indiqué dans statuts coordonnés de la Société, ces derniers étant à approuver à la quatrième résolution ci-dessous.

Souscription - Libération

Par conséquent, comparait désormais Monsieur Mustafa NEZAR, susmentionné, agissant en sa qualité d'agent et mandataire dûment autorisé des parties mentionnées, en vertu des procurations mentionnées ci-dessus:

1. Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de ICG Longbow Equity Investments No. 4 S.à r.l. à une (1) nouvelle part sociale de catégorie A avec une valeur nominale d'une livre sterling (£ 1,-) et la libération intégrale de cette nouvelle part sociale de catégorie A ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de deux cent quinze mille cinq cent vingt-cinq mille livres sterling (£ 215.525,-) par une contribution en numéraire pour un montant total de deux cent quinze mille cinq cent vingt-six livres sterling (£ 215.526,-).

2. Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de M&M Retail Portfolio LLP, à deux cent soixante-quinze (275) nouvelles parts sociales de catégorie D avec une valeur nominale d'une livre sterling (£ 1,-) et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de neuf cent vingt-cinq livres sterling (£ 925,-) par une contribution en numéraire de mille deux cents livres sterling (£ 1.200,-).

3. Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de Cool Investments Limited à trois cent soixante-neuf (369) nouvelles parts sociales de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de cinq mille trois cent soixante-dix-huit virgule vingt livres sterling (£ 5.378,20) par une contribution en numéraire de cinq mille sept cent quarante-sept virgule vingt livres sterling (£ 5.747,20).

4. Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de Etchingham Investments Limited à trois cent soixante-dix (370) nouvelles parts sociales de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de cinq mille trois cent soixante-dix-sept virgule vingt livres sterling (£ 5.377,20,-) par une contribution en numéraire de cinq mille sept cent quarante-sept virgule vingt livres sterling (£ 5.747,20).

5. Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le compte de Anglezark Limited à cent quatre-vingt-cinq (185) nouvelles parts sociales de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) et la libération intégrale de ces

nouvelles parts sociales ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de deux mille six cent quatre-vingt-huit virgule soixante livres sterling (£ 2.688,60) par une contribution en numéraire de deux mille huit cent soixante-treize virgule soixante livres sterling (£ 2.873,60).

6. Le comparant a déclaré souscrire au nom et pour le nom de M. Matthew Kelly à cent cinquante (150) nouvelles parts sociales de catégorie C et cent cinquante (150) nouvelles parts sociales de catégorie D avec une valeur nominale d'une livre sterling (£ 1,-) chacune, et la libération intégrale de ces nouvelles parts sociales de catégorie C et catégorie D par une contribution en numéraire de trois cents livres sterling (£ 300,-).

La preuve du paiement des contributions en numéraire ci-dessus a été fournie au notaire.

Sur ce les Associés ont décidé d'accepter les souscriptions susmentionnées des nouvelles parts sociales.

Troisième résolution

Les Associés y inclus les nouveaux souscripteurs, représentés tel qu'indiqué ci-dessus, ont décidé de modifier l'objet social de la Société de la manière suivante:

"La Société a pour objet (les "Affaires") la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle, financière ou immobilière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique."

Quatrième résolution

Les Associés y inclus les nouveaux souscripteurs, représentés tel qu'indiqué ci-dessus, décideront à l'unanimité de réformer les statuts de la Société dans leur intégralité, de la manière suivante:

Forme sociale - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

1. Forme sociale.

1.1 La société qui suit existe sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1382 du code civil luxembourgeois, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

1.2 La Société peut avoir un associé ou plusieurs associés n'excédant pas le nombre de quarante (40).

2. Dénomination.

2.1 La Société existe sous la dénomination de "MAMBOW Shopping Centre Holdings S.à r.l."

3. Siège social.

3.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville, Grand-Duché de Luxembourg.

3.2 Le Conseil est autorisé à modifier l'adresse du siège social de la Société dans cette même commune.

3.3 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil.

3.4 Dans l'hypothèse où le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre public, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou sont imminents, de nature à compromettre l'activité normale de la Société

à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances extraordinaires; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

4. Objet. La Société a pour objet (les "Affaires") la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle, financière ou immobilière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

5. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Capital social - Transfert des parts sociales

6. Capital social.

6.1 Le capital social est fixé à seize mille trois cents livres sterling (£ 16.300,-), représenté par treize mille huit cent soixante-quinze (13.875) parts sociales de catégorie A (les "Parts Sociales A"), neuf cent vingt-cinq (925) parts sociales de catégorie B (les "Parts Sociales B" ensemble avec les Parts Sociales A ci-après qualifiées de "Parts Sociales"), sept cent cinquante (750) parts sociales de catégorie C (les "Parts de Promotion C") et sept cent cinquante (750) parts sociales de classe D (les "Parts de Promotion D" ensemble avec les Parts de Promotion C ci-après qualifiées de "Parts de Promotion"), avec une valeur nominale d'une livre sterling (£ 1,-) chacune.

6.2 En plus du capital social, la Société devra maintenir un compte de prime d'émission. Toute prime payée sur des Parts Sociales en plus de la valeur nominale sera réservée et attachée aux Parts Sociales en rapport avec lesquelles elle a été payée et sera réservée aux Associés concernés en cas de distribution, re-paiement ou autre. Les fonds de ce compte de primes peuvent être utilisés par la Société pour racheter les propres Parts Sociales des Associés de la (le(s) "Associé(s)"), pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux Associés ou pour être affectés à la réserve légale.

6.3 En plus du capital social et des comptes de prime d'émission, la Société peut créer un compte 115 (compte 115 «Apport en capitaux propres non rémunéré par des titres»), sur lequel la Société devra placer toute contribution en capital ayant été apportée à la Société sans émission par la Société de nouvelles parts sociales en contrepartie de l'apport correspondant.

6.4 La Société peut uniquement racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions de l'article 9.3. soumis à leur annulation immédiate.

7. Parts sociales.

7.1 Les Parts Sociales sont et resteront sous forme nominative.

7.2 La propriété d'une part sociale implique l'acceptation implicite des présents Statuts et les résolutions adoptées par les Associés.

7.3 Chaque part sociale confère le droit à un vote, soumis aux limitations imposées par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

7.4 Chaque part sociale de la Société est indivisible vis-à-vis de la Société. Les copropriétaires de parts sociales doivent être représentés par un représentant commun vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous

les droits attachés à la part sociale jusqu'à ce que le représentant commun ait été notifié par les copropriétaires à la Société par écrit ou par fax.

8. Transfert de Parts Sociales.

8.1 Sous réserve des dispositions de la Loi et de ces Statuts et, spécifiquement l'obligation de sortie conjointe ainsi que le droit de sortie conjointe énoncés aux articles 25 et 26 de ces Statuts et en outre les Transferts Autorisés, l'Associé A peut transférer toutes ou une part des Parts Sociales ou des Prêts d'Associés à tout moment sans restrictions ou conditions.

8.2 Sous réserve des dispositions de la Loi et ces Statuts, les Associé B ne sont pas autorisés à transférer leurs Parts Sociales B et/ou Prêts d'Associés et les Associés de Parts Sociales de Promotion ne sont pas autorisés à Transférer les Parts Sociales de Promotion sans l'accord préalable écrit des Associés A à moins que, dans chaque cas, le transfert soit un Transfert Autorisé.

8.3 Un Associé ne peut transférer tout ou partie de ses Parts Sociales à moins qu'il ne transfère en même temps la même proportion de Prêts d'Associés (s'il en existe) à la partie acquéreuse des Parts Sociales.

8.4 Si la Société a plusieurs Associés, un transfert de parts aux tiers requiert le consentement des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Tout transfert de parts doit être prouvé par un acte notarié ou par un contrat privé. Aucun transfert de parts n'est opposable à la Société ou aux tiers à moins qu'il ne soit dûment notifié à la Société ou accepté par la Société en accord avec les Statuts.

8.5 Tout transfert de Parts Sociales doit avoir lieu au siège social de la Société (la "Réalisation du Transfert"). Si un tel Transfert est conditionné à des Conditions de Transfert dans ce cas la Réalisation du Transfert doit être reportée jusqu'au dix-septième Jour Ouvrable (ou un autre jour approuvé par les Associés par écrit) une fois les Conditions de Transfert remplies. Les Associés doivent fournir tous les efforts raisonnables afin de s'assurer que les Conditions de Transfert soient remplies dans la mesure du possible. Si une quelconque Condition de Transfert n'est pas remplie cinq Jours Ouvrables après la date autrement fixée, ce Transfert ne doit pas avoir lieu.

8.6 À la Date de Réalisation, l'Associé cédant devra délivrer à l'Associé acquéreur un Transfert dûment notifié ou Transferts en rapport avec l'Associé cédant les Parts Sociales et les Prêts d'Associés y afférents en faveur de l'Associé acquéreur ou un Tiers ayant garanti une offre à l'Associé A (l' "Associé Acquéreur A") et accompagné par tous titres de propriété, ensemble avec tout pouvoir ou autorité sous laquelle un tel Transfert ou Transferts ont été exécutés, contre lequel l'Associé acquéreur ou l'Associé Acquéreur A doit délivrer à l'Associé cédant un projet de la banque ou un virement télégraphique avec valeur au jour de la Réalisation du Transfert pour un montant équivalent au prix total pertinent pour les Parts Sociales et Prêts d'Associés, qui sont transférés.

8.7 L'Associé cédant devra signer tous les documents, que l'Associé acquéreur ou l'Associé Acquéreur A requiert pour donner effet à la vente et à l'achat des Parts Sociales et Prêts d'Associés. Le Transfert de Parts Sociales devra être enregistré dans le registre des associés de la Société. Chaque Associé devra faire en sorte que le Conseil n'approuve que le transfert de Parts Sociales effectué en conformité avec la Loi et les présents Statuts.

8.8 Toutes Parts Sociales ainsi que Prêts d'Associés vendus, devront être Transférés libres de sûretés et avec tous les droits y attachés mais sans le profit de toute autre garantie ou autre représentation que ce soit.

9. Augmentation de capital et Diminution de capital.

9.1 Le capital social de la Société peut être augmenté en une ou plusieurs fois suivant décision des Associés conformément aux présents Statuts et les lois du Grand-Duché de Luxembourg applicables à toute modification de ces Statuts.

9.2 Sous réserve de toujours se conformer avec la Loi, le capital social de la Société peut être réduit à tout moment par le rachat et l'annulation des Parts Sociales et des Parts de Promotion par le rachat et l'annulation de telles Parts Sociales et Parts de Promotion. Tout rachat devra être déclenché par l'initiative de tout Associé détenant une ou plusieurs Parts Sociales ou Parts de Promotion. Sous réserve des conditions des présents Statuts, le prix de rachat devra être convenu entre d'un côté l'Associé détenant des Parts Sociales ou des Parts de Promotion dont les Parts Sociales sont rachetées et d'un autre côté l'assemblée générale des Associés qui décide du rachat et de l'annulation de ces Parts Sociales et en conséquence sur la réduction de capital, les deux parties agissant en prenant en considération les droits financiers attachés à la catégorie de parts correspondante selon ces Statuts.

9.3 Le droit d'un Associé de demander le rachat de ses Parts de Promotion est soumis à son droit de bénéficier d'une Distribution de Promotion selon les dispositions de l'article 24.6 de ces Statuts.

9.4 Le rachat de Parts Sociales tel que décrit à cet article 9 ne peut être rempli qu'en utilisant des sommes disponibles pour la distribution conformément à l'article 72.1 de la Loi.

9.5 Ce qui précède ne doit pas porter préjudice à tout autre forme de diminution de capital ou tout autre forme de distribution.

Gérance - Commissaire aux comptes

10. Gérants.

10.1 La Société devra être gérée par un conseil de gérance (le "Conseil"), qui doit être composé de trois (3) gérants (les "Gérant(s)") nommés conformément aux conditions de l'article 10.2 et 10.4.

10.2 Les porteurs des Parts Sociales A devront avoir le droit de proposer la nomination par l'assemblée générale des associés et maintenir en fonction deux gérants de catégorie A (les "Gérants A"). Les porteurs des Parts Sociales A devront proposer la rémunération ou l'absence de rémunération et la durée déterminée ou indéterminée des mandats des Gérants A pour être approuvée par l'assemblée générale des associés.

10.3 Le Conseil peut nommer un Gérant A en tant que président (le "Président du Conseil").

10.4 Les porteurs des Parts Sociales B devront avoir le droit de proposer la nomination par l'assemblée générale des associés et de maintenir en fonction un gérant de catégorie B (le "Gérant B"). Les porteurs de Parts Sociales B doivent déterminer la rémunération et la durée déterminée ou indéterminée du mandat du Gérant B pour être approuvée par l'assemblée générale des associés.

10.5 Les porteurs des Parts Sociales A devront, à tout moment être autorisés à nommer par écrit, à la Société un candidat pour la nomination ou le remplacement du Gérant A.

10.6 Les porteurs des Parts Sociales B devront à tout moment, être autorisés à nommer par écrit à la Société un candidat pour la nomination ou le remplacement du Gérant B.

10.7 Même au terme de leur mandat, les Gérants ne sont pas autorisés à divulguer des informations confidentielles de la Société ou une quelconque information de la Société, qui puisse nuire aux intérêts de la Société, exceptionnellement si une telle divulgation est requise par la loi.

10.8 Les gérants de la Société doivent être autorisés à transmettre toute information en ce qui concerne leurs filiales à la Société à un quelconque Associé ou un autre membre de ce Groupe d'Associés ou à leurs conseillers afin de discuter les affaires de la Société avec ses dirigeants, conformément aux conditions prescrites dans ces Statuts et tout Pacte d'Associés.

11. Pouvoirs du Conseil.

11.1 Le Conseil est doté des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société, et pour autoriser au nom de la Société tous les actes, soit relevant du domaine administratif ou de tout autre nature, que le Conseil considère nécessaire ou utile pour accomplir l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par les lois du Grand-Duché de Luxembourg aux Associés, entrent dans le domaine du Conseil.

11.2 Le Conseil pourra également nommer un ou plusieurs comités consultatifs, définir leur composition et leur objet et déléguer certains pouvoirs et/ou mandats spéciaux.

11.3 Le Conseil peut déléguer certains pouvoirs et/ou des pouvoirs spéciaux afin d'agir au nom et pour le compte de la Société la lier vis-à-vis des tiers à un ou plusieurs Gérant(s), Associé(s) ou chacun agissant soit seul ou conjointement tel que déterminé par le Conseil.

12. Réunions du conseil et résolutions circulaires.

12.1 Le Conseil se réunira à la demande de tout Gérant.

12.2 Le Gérant informera les autres gérants du lieu, date et heure et de l'ordre du jour de la réunion du conseil par notification écrite ou email. Une telle notification doit être reçue par les Gérants au moins cinq Jours Ouvrables avant la réunion, le délai est de dix Jours Ouvrables au cas où la présence physique de tous les Gérants est requise. La notification devra être donnée aux Gérants dans un délai plus court si un Gérant A ou un Gérant B donnent leur accord par écrit. La notification doit inclure les copies de tous documents, qui seront discutés lors de la réunion.

12.3 À chaque réunion du Conseil, le Conseil devra nommer le président de la réunion par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à la réunion. Le Président doit être un des Gérants A.

12.4 Le Conseil peut élire un secrétaire, Gérant ou non, qui sera responsable de préparer le procès-verbal de la réunion.

12.5 Les Gérants peuvent assister et agir à toute réunion du Conseil en nommant un autre Gérant de la même Classe par écrit en tant que son/sa représentant(e).

12.6 Les Gérants peuvent valablement participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, par visioconférence ou par des moyens similaires de communication permettant à plusieurs personnes de communiquer entre elles. De telles méthodes de participation sont à considérer comme équivalent à une présence physique à la réunion du Conseil.

12.7 À la réunion du conseil, chaque Gérant A et Gérant B a droit à un vote sauf si à une réunion du Conseil le nombre de Gérants A présents ou représentés (par tout autre Gérant de la même Catégorie tel que nommé par une procuration donnée sous le droit luxembourgeois) à cette réunion est égale ou inférieure au nombre de Gérants B présents ou représentés (par tout autre Gérant de même Catégorie tel que nommé par une procuration sous le droit luxembourgeois), un des gérants A doit bénéficier à cette réunion à un droit de vote "additionnel" afin qu'il en résulte que les Gérants A présents aient au total un vote en plus que le total du nombre de votes exercés ou à exercer par le Gérant B présent (ceci étant réalisé par le Gérant B concerné conférant un pouvoir de représentation sous le droit luxembourgeois aux Gérants A concernés afin d'exercer son vote à la réunion.

12.8 Le quorum du Conseil doit être la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants demeurant en fonction, à condition que selon le cas, au moins un Gérant A soit présent (ou représenté). Les décisions seront prise par une majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion et cette majorité doit inclure au moins un Gérant A.

12.9 Les décisions du Conseil sont prises par une majorité des Gérants présents ou représentés à la réunion. Dans le cas d'une égalité des voix, le Président du Conseil n'a pas une voix prépondérante.

12.10 Le procès-verbal de la réunion doit être rédigé et signé par tous les Gérants présents à la réunion. Toutes les procurations doivent rester attachées au procès-verbal.

12.11 Une décision écrite signée par tous les Gérants a la même validité que les décisions adoptées lors d'une réunion, qui a été dûment convoquée et tenue. Cette décision peut être documentée en un seul document signé par tous les Gérants ou en plusieurs documents séparés tous avec le même contenu, chacun signé par un ou plusieurs Gérants.

12.12 Des copies et extraits des procès-verbaux des réunions du Conseil devront être signés par le Conseil.

13. Représentation de la Société.

13.1 Au cas où la Société est gérée par un Conseil, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe d'un quelconque des deux membres du Conseil.

13.2 Nonobstant ce qui précède, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers uniquement par la signature d'un Gérant A si l'/les Associé(s) (selon le cas) ont qualifié les Gérants de Gérant A et de Gérant B.

Nonobstant ce qui précède, la Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par toute personne à laquelle des pouvoirs de représentation ont été délégués par le Conseil, (à condition que cette délégation aie été approuvée par un Gérant A), selon le cas.

14. Conflit d'intérêts.

14.1 Compte tenu de ce qui suit, les règles de conflit d'intérêts énoncées à l'article 57 des Statuts devront s'appliquer.

14.2 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une tierce partie ne seront affectés ou invalidés par le seul fait qu'un ou plusieurs représentants de la Société dûment autorisés, incluant mais ne se limitant pas à un Gérant, pouvant avoir un intérêt personnel direct ou indirect dans l'affaire en question.

14.3 Si tous les Gérants sont en conflit en ce qui concerne une certaine matière, cette dernière devra être résolue par l'Assemblée Générale de/(s) l'/Associé(s) (selon le cas).

15. Indemnité des Gérants.

15.1 La Société indemnifiera ses Gérants, et, (le cas échéant) leurs successeurs, héritiers, exécuteurs et administrateurs, contre des dommages et dépenses encourues raisonnablement en lien avec toute action, suite ou procès, auxquels le(s) Gérant(s) fait/font partie pour être ou avoir été Gérants dans la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société de laquelle la Société est associée ou crédeur si et dans la mesure où ils ne sont pas autorisés à une indemnisation par cette autre société.

15.2 L'indemnisation ne sera prévue que dans la mesure où le(s) Gérant(s) n'est/ne sont pas jugé(s) dans une affaire, suite à un procès en étant responsable pour négligence ou faute lourde.

15.3 Dans le cas d'un règlement, l'indemnisation n'est prévue que si et dans la mesure où la Société est conseillée par son conseiller légal que le(s) Gérant(s) n'ont pas violé leurs obligations.

15.4 Le droit d'indemnisation qui précède n'exclut pas d'autres droits auxquels le(s) Gérant(s) et (le cas échéant) leurs successeurs, héritiers, exécuteurs ou administrateurs auraient droit.

16. Audit.

16.1 Si aucun commissaire aux comptes n'est requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et que la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, les comptes annuels de la Société seront audités par un ou plusieurs commissaire (s) aux comptes, qui peuvent être un ou plusieurs Associés ou tierces parties.

16.2 Si aucun commissaire aux comptes n'est requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et que la Société ne compte pas plus de vingt-cinq (25) Associés, les Associés peuvent, sans en être obligés, faire auditer les comptes annuels par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, Associé(s) ou tierces parties

16.3 Le(s) commissaire(s) aux comptes sera/seront nommé(s) par les Associés qui détermineront (i) le nombre du/des commissaire(s) aux comptes, (ii) la rémunération du/des commissaire(s) aux comptes et (iii) la durée du mandat du/des commissaire(s) aux comptes. Le(s) commissaire(s) aux comptes resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils pourront être réélus au terme de leur mandat et ils pourront être révoqués à tout moment, avec ou sans raison par le(s) Associé(s).

Associés

17. Décisions des Associés.

17.1 Les Associés décident d'adopter des résolutions sous forme d'Assemblée Générale des Associés ou bien sous une autre forme soumise aux limites énoncées dans ces Statuts et les lois du Grand-Duché de Luxembourg par des résolutions écrites.

17.2 Chaque action donne droit à un vote, à l'exception autrement prévue par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

17.3 Toute modification des Statuts doit être approuvée par (i) la majorité de(s) Associé(s) en nombre et (ii) les Associés détenant au moins trois quarts du capital émis, sauf autrement requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ou par les Statuts.

17.4 Sans préjudice de l'article 21 de ces Statuts, toutes les autres résolutions des Associés seront prises par les Associés représentant plus de la moitié du capital social émis, sauf autrement requis par les lois du Grand-Duché de Luxembourg

ou par les Statuts. Dans le cas où le quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les Associés devront être convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée et les décisions devront être adoptées par une majorité des voix exprimées, indépendamment de la portion du capital social représenté.

18. Assemblée générale des Associés.

18.1 Une assemblée générale annuelle des Associés ne doit être tenue que si la Société compte plus de vingt-cinq (25) Associés. Dans ce cas, les présents Statuts doivent être modifiés afin de prévoir la date et l'heure, à laquelle cette assemblée générale annuelle des Associés devra être tenue.

18.2 Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées en conformité avec les lois du Grand-Duché de Luxembourg par notification de la Gérance, le(s) commissair(e) aux comptes de la Société ou des Associés représentant au moins la moitié du capital social de la Société.

18.3 Une assemblée générale des Associés ne peut être tenue à l'étranger, que si dans l'opinion de la Gérance, cela est nécessaire dû à des circonstances de force majeure.

18.4 La notification de convocation des Associés doit indiquer le lieu, la date, l'heure et l'agenda de l'assemblée générale et doit être envoyée aux Associés au moins huit (8) jours avant l'assemblée. Les Associés concernés pourront renoncer à la notification requise susmentionnée par écrit ou par consentement unanime écrit de tous les Associés à l'assemblée des Associés concernée.

18.5 Toute assemblée dûment constituée représente tous les Associés de la Société.

18.6 Si la Société compte un seul Associé, cet Associé unique exercera tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés par la loi applicable ainsi que par les présents Statuts. Les articles 194 à 196 et 199 de la Loi, telle que modifiée, ne sont pas applicable dans ce cas.

19. Résolutions écrites.

19.1 Si la Société a vingt-cinq (25) Associés ou moins, les résolutions des Associés ne doivent pas être approuvées lors des Assemblées Générales mais peuvent être approuvées par des résolutions écrites.

19.2 Le texte des résolutions à approuver sera envoyé aux Associés par le Conseil par lettre recommandée, lettre, email ou fax. Les Associés sont tenus d'exprimer leur vote et le renvoyer au Conseil de la Société par lettre recommandée, lettre, email ou fax dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la lettre. Tous les votes, qui ne seront pas exprimés endéans ce délai, seront considérés comme abstention de vote.

19.3 Par décision unanime de tous les Associés dans les résolutions écrites en question, les Associés peuvent renoncer aux exigences formelles exposées au paragraphe 19.2 pour adopter des résolutions écrites.

19.4 Si la Société compte uniquement un Associé, les exigences formelles exposées au paragraphe 19.2 pour adopter des résolutions écrites ne s'appliquent pas. Toutes les décisions de l'Associé unique doivent être adoptées par écrit et dûment signées par l'Associé unique.

19.5 Toutes les copies ou extraits des résolutions écrites doivent être certifiés par le Conseil.

20. Procédure lors des assemblées générales des Associés.

20.1 Un Associé peut agir lors d'une assemblée générale des Associés en nommant par écrit ou fax un représentant, qui ne doit pas être un Associé.

20.2 Les Associés peuvent participer à une assemblée générale des Associés au moyen de conférence téléphonique, visioconférence ou par des moyens similaires de communication permettant à plusieurs personnes de communiquer entre elles. Une telle participation doit être considérée équivalente à une présence physique à l'assemblée générale concernée.

20.3 Le Conseil peut déterminer toutes autres conditions qui doivent être remplies pour pouvoir prendre part dans une assemblée générale des Associés.

20.4 À chaque assemblée générale des Associés, les Associés doivent nommer le président de l'assemblée générale par un vote de la majorité des Associés présents ou représentés lors de cette assemblée générale (le "Président de l'Assemblée Générale").

20.5 Le Président de l'Assemblée Générale nommera un secrétaire. Les Associés nommeront un ou plusieurs scrutateurs. Le Président de l'Assemblée Générale ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) forment le bureau de l'assemblée générale (le "Bureau").

20.6 Une liste de présences indiquant (i) le nom des Associés, (ii) le nombre des parts détenues par eux et selon le cas, (iii) le nom du représentant, doit être préparée et signée par les membres du Bureau.

20.7 Le procès-verbal des résolutions des Associés doit être passé et signé par le Bureau.

20.8 Les copies et extraits du procès-verbal de l'assemblée générale des Associés doivent être certifiés par le Conseil.

21. Matières réservées.

21.1 Les Associés doivent faire en sorte que la Société ne réalise pas une des matières énoncées dans cet article 21.1 (ou réaliser quelque chose d'analogue ou quelque chose qui a un effet similaire à une de ces matières) sans le consentement unanime préalable des Associés (les "Sujet(s) de Consentement").

(a) acquérir directement ou indirectement tout Immeuble ou un Immeuble Potentiel autre qu'un Immeuble, qui a été recommandé au Conseil par le Gérant d'Actifs conformément à la Convention de Gestion d'Actifs;

(b) céder un quelconque intérêt dans un Immeuble (par une vente ou un accord d'un long intérêt de bail) ou céder un quelconque intérêt dans une PropCo ou rentrer ou convenant de faire la même chose sans que ce soit en conformité avec le Plan d'Affaires d'Immeubles pour l'Immeuble en question;

(c) conclure des conventions au sujet du Financement par des Tiers qui ne remplissent pas les critères suivants:

Tout Financement par des Tiers devra:

(i) prendre en garantie l'Immeuble en hypothèque de premier rang uniquement (et pour éviter toute ambiguïté, par une garantie qui est subordonnée à une telle hypothèque);

(ii) ne pas excéder, à l'égard des Immeubles à l'égard desquels il y aura des garanties de:

(1) 60% du prix d'achat ou de la Valeur du Marché

(2) 55% des coûts de l'acquisition totale (étant calculés par l'Associé A, agissant de manière raisonnable);

(iii) être sans recours pour les Associés;

(iv) ne pas être garanti par un des actifs des Associés;

(v) dans la mesure du possible, optimiser la réalisation des Distributions; et

(vi) ne pas restreindre un transfert de Parts Sociales ou Prêts d'Associés qui est un Transfert Autorisé ou un Transfert en conformité avec l'article 21, ou toute résistance, obligation de sortie conjointe, droit de sortie conjointe ou mettre un droit d'option existant sous un Pacte Associés;

(a) apporter un quelconque changement au Plan d'Affaires ou au Plan d'Affaires des Propriétés;

(b) subir des dépenses en capital au-delà des montants autorisés dans le Plan d'Affaires ou dans le Plan d'Affaires des Propriétés;

(c) entrer ou garantir un quelconque bail d'un Immeuble (i) à un locataire-clé à l'égard de cette Propriété (ii) avec une rente annuelle excédant £100.000 ou (iii) autrement qu'en conformité avec un Plan d'Affaires des Immeubles pour l'Immeuble en question;

(d) altérer les Statuts à quelque titre que ce soit ou les droits attachés à toute part sociale et/ou Parts Sociales de Promotion;

(e) exiger le financement de la part d'un Associé excédant son Investissement Maximum;

(f) modifier les critères d'investissement ou prolonger la Période d'Investissement;

(g) aussi longtemps que la Convention de Gestion d'Actifs n'a pas été résiliée par la Société conformément à ses dispositions, entrer dans une quelconque convention de gestion d'actifs ou dans une convention de gestion de propriétés;

(h) consentir le besoin pour un fonds de roulement supplémentaire qui n'est pas inclus dans le Plan d'Affaires ou dans le Plan d'Affaires de Propriétés en question;

(i) émettre, racheter, acheter ou garantir toute option ou un autre intérêt dans leur capital social respectif; ou

(j) contracter un quelconque emprunt d'un Associé ou membre d'un Groupe d'Associés sans que cela ne soit en accord avec les dispositions du Pacte d'Actionnaire existant ou en vertu du "ICGL Bridge Finance".

21.2 Les Associés devront faire en sorte que ni la Société ni un autre membre du Groupe de Sociétés ne réalisent une quelconque des matières énoncées à cet article 21 (ou réalisent quelque chose qui est analogue à cela ou un effet similaire substantiel à l'une de ces matières) sans le consentement préalable écrit des Associés porteurs de Parts de Promotion:

(a) directement ou indirectement acquérir un quelconque Immeuble ou convenir d'acquérir un Immeuble Potentiel;

(b) céder un quelconque intérêt dans un Immeuble ou dans une PropCo autre qu'un Tiers sous les dispositions de la concurrence normale;

(c) entrer dans des conventions à l'égard du Financement par des Tiers qui ne suit pas le critère énoncé pour réaliser un tel Financement par des Tiers;

(d) entrer dans des arrangements financiers avec l'Associé A ou tout autre membre du Groupe d'Associés A en dehors des conditions de la concurrence normale;

(e) altérer les Statuts à quelque titre que ce soit ou les droits attachés à toute Part Sociale et/ou Parts Sociales de Promotion;

(f) changer le Critère d'Investissement ou prolonger la Période d'Investissement;

(g) entrer dans une quelconque convention ou entente, qui ne rentre pas dans le cours normal des Affaires ou autrement que dans les conditions de concurrence normale;

(h) émettre, rembourser, acheter ou garantir une option ou un autre intérêt dans le capital social de tout membre du Groupe de Sociétés;

(i) donner des garanties ou conférer toute sûreté en dehors du contexte du Financement par des Tiers tel qu'énoncé au-dessus;

(j) entrer dans tout contrat ou conditions d'entente qui ont pour seul but de réduire la valeur des Parts Sociales de Promotion ou ont l'effet de réduire la valeur des Parts Sociales de Promotion d'une façon inappropriée quant à l'objet commercial dans ce contrat ou entente.

Exercice social, Distribution des bénéfices

22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre.

23. Approbation des bilans.

23.1 À la fin de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le Conseil de Gérance établira les comptes annuels de la Société conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg.

23.2 Le Conseil soumettra les comptes annuels de la Société au(x) commissaire(s) aux comptes, le cas échéant, pour revue et aux Associés pour approbation.

23.3 Chaque Associé peut examiner les comptes annuels au siège social de la Société tel que prévu par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

24. Affectations des bénéfices.

24.1 Du total net des bénéfices de la Société, cinq pour cent (5%) devront être alloués à la réserve légale requise par les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Cette allocation cessera d'être requise aussitôt et aussi longtemps que cette réserve est égale à dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Les Associés devront déterminer les modalités dans lesquelles le restant du bénéfice net sera alloué conformément aux dispositions de cet article 24.

24.2 Sous réserve des conditions de l'article 24.1, les Associés devront faire en sorte pour chaque Exercice Social que tout le Fonds Distribuible soit Distribué pas plus tard que 120 jours suivant la fin de l'Exercice Social et conformément aux dispositions de l'article 24. Une fois Distribué les Associés ne seront pas forcés à réinvestir les Fonds Distribuibles dans la Société ou tout autre entité du Groupe de Sociétés, à moins que cela ait été convenu autrement à l'unanimité par les Associés. Jusqu'à la Date de Clôture (ou, au cas où il n'y a pas de Distribution de Promotion qui est exigible conformément aux présents Statuts, jusqu'à décision unanime des Associés), tout le Fonds Distribuible devra être distribué ou alloué dans l'ordre de priorité suivant:

(a) premièrement, aux Associés A et Associés B, pari passu en proportion de leurs Intérêts de Pourcentage respectifs à compter de la date de la Distribution, jusqu'à ce que l'intérêt accumulé dans tous les Prêts d'Associés (autres que les PPLs) détenus par chaque Associé ait été entièrement remboursé.

(b) deuxièmement, aux Associés A et Associés B, pari passu en proportion de leurs Intérêts de Pourcentage respectifs à partir de la date de cette Distribution, jusqu'à ce que l'allocation du profit des tous les PPLs détenus par chaque Associé ait été entièrement remboursé.

(c) troisièmement, aux Associés A et Associés B, pari passu en proportion de leurs Intérêts de Pourcentage respectifs à compter de la date de cette Distribution jusqu'à ce que le montant principal de tous les Prêts d'Associés (autres que les PPLs) détenus par chacun des Associés ait été entièrement remboursé.

(d) quatrièmement, à l'Associé A et l'Associé B, pari passu en proportion de leurs Intérêts de Pourcentage respectifs à compter de la date de Distribution, jusqu'à ce que le montant en principal de tous les PPLs détenus par chaque Associé ait été entièrement remboursé.

(e) cinquièmement, à l'Associé A et l'Associé B, pari passu en proportion de leurs Intérêts de Pourcentage respectifs à compter de la date de cette Distribution jusqu'à ce que chacun ait reçu un montant égal au Total du Capital de Financement de cet Associé à compter de cette date.

(f) sixièmement, à l'Associé A et l'Associé B, pari passu en proportion à leurs Intérêts de Pourcentage respectifs à compter de la date de cette Distribution.

24.3 Les calculs du Fonds Distribuible et des Distributions devront être effectués par l'Associé A et revu par le Conseil et les Associés endéans 60 Jours Ouvrables suivant la fin de l'Exercice Social auquel ils se réfèrent. Si l'Associé Représentant B n'est pas d'accord avec le calcul de l'allocation du Fonds Distribuible ou des Distributions et notifie son désaccord aux Associés et à la Société par écrit endéans une période de 30 Jours Ouvrables de l'Associé A en présentant son calcul au Conseil et aux Associés, alors les dispositions de l'article 24.4 et 24.5 devront s'appliquer.

24.4 Au cas où et à chaque fois qu'un point relatif au calcul ou allocation du Fonds Distribuible et des Distributions conformément à l'article 24.2, 24.3 et/ou 24.8 est en conflit et les Associés et le Conseil n'arrivent pas à résoudre le conflit dans le délai prévu à cet article 24, cela devra être résolu par une entreprise de comptables agréés indépendants.

(a) Comme l'Associé A et l'Associé Représentant B ou l'Associé Représentant de Promotion (selon le cas, dépendant de la nature du conflit) peuvent accepter par écrit; ou

(b) En cas de défaillance de l'accord endéans cinq Jours Ouvrables, ainsi qu'il a été nommé pour cet objet dans la candidature de l'Associé A ou l'Associé Représentant B ou l'Associé Représentant de Promotion (selon le cas, dépendant de la nature du conflit) (quiconque peut poser une candidature) par le Président de l'Institut des Comptables Agréés d'Angleterre et Pays de Galles.

24.5 Les comptables indépendants doivent agir sur les bases suivantes:

(a) les comptables indépendants devront agir en tant qu'experts et non en tant qu'arbitres;

(b) le ou les points en conflit devront être notifiés aux comptables indépendants par écrit soit par les Associés et/ou les Associés Représentants de Promotion (selon le cas, dépendant de la nature du conflit) (avec une copie aux autres Associés

ou l'Associé Représentant de Promotion (selon le cas)) endéans 10 Jours Ouvrables suivant la nomination des comptables indépendants;

(c) leurs mandats devront avoir comme but de déterminer le ou les points en conflit endéans 20 Jours Ouvrables suivant leur nomination.

(d) les comptables indépendants devront décider la procédure à suivre dans la détermination et devront être autorisés à nommer ces conseillers ou experts tel qu'ils considèrent nécessaire;

(e) les Associés et/ou Associés de Promotion (selon le cas, dépendant de la nature du conflit) chacun doit fournir aux comptables indépendants toutes les informations exactes qu'ils requièrent et les comptables indépendants doivent être autorisés (dans la mesure qu'ils considèrent appropriée) à baser leur opinion sur cette information et sur la comptabilité ainsi qu'autres rapports du Groupe de Sociétés;

(f) la détermination des comptables indépendants doit (en l'absence d'erreur manifeste) être définitive et avoir force obligatoire pour parties; et

24.6 Sous réserve des termes de tout Pacte Associés, si le IRR datant du 22 mai 2015 est à la Date de Clôture:

(a) supérieur à 12%, la Distribution de Promotion sera exigible aux Associés de Promotion; ou

(b) inférieur ou égal à 12%, la Distribution de Promotion sera de zéro et rien ne sera exigible aux Associés de Promotion.

24.7 Si la Distribution de Promotion est exigible, alors le Surplus de Promotion devra être Distribué tel qui suit:

(a) les Associés de Promotion devront être autorisés à recevoir la Distribution de Promotion pari passu en proportion de leurs Pourcentage d'Intérêts respectifs de Promotion de Parts Sociales de Promotion à compter de la date de Distribution du Surplus de Promotion;

(b) l'Associé A devra être autorisé à recevoir le montant égal à 75 % du Surplus de Promotion (qui est, ce montant du Surplus de Promotion qui n'est pas la Distribution de Promotion); et

(c) les Associés B (pour éviter toute ambiguïté) ne devront pas être autorisés à un quelconque Surplus de Promotion.

24.8 Suite à la Date de Clôture:

(a) Les Associés s'accordent que:

(i) le montant des Contributions et Distributions est à déterminer dès que possible, et

(ii) ces montants devront être déterminés entre les Associés mais en cas d'absence d'accord endéans les 20 Jours Ouvrables suivant la Date de Clôture, ces montants devront être déterminés en vertu de l'article 24.4 de cet accord; et

(b) endéans 10 Jours Ouvrables suivant la date à laquelle les montants des Contributions et Distributions ont été convenus conformément à l'article 24.8 ou déterminés conformément à l'article 24.8, l'Associé A devra calculer le IRR, le Surplus de Promotion et la Distribution de Promotion et devra notifier les Associés de Promotion de ces calculs, l'Associé A ne devra pas être obligé de faire ce calcul si l'article 24.4 s'applique. Si les Associés de Promotion s'accordent sur ces calculs, alors il devra s'agir du IRR, le Surplus de Promotion et la Distribution de Promotion pour cet accord. Si les Associés de Promotion ne tombent pas d'accord sur ces calculs endéans 20 Jours Ouvrables alors ces montants devront être déterminés en vertu de l'article 24.4 des présents Statuts.

24.9 La:

(a) distribution de Promotion (soumise à l'article 24.11 et conformément à l'article 24.10); et

(b) le montant exigible pour l'Associé A conformément à l'article 24.7 (b), devra dans tous les cas être payé endéans 10 Jours Ouvrables après accord en vertu des conditions de cet article 24 ou la détermination en vertu de l'article 24.4 aux Associés de Promotion et Associés A selon le cas.

24.10 Les Associés et les Associés de Promotion devront s'assurer et prendre toutes les précautions afin de s'assurer que lorsqu'une Distribution de Promotion devient exigible pour les Associés de Promotion, ce montant soit utilisé pour rembourser une proportion des Parts Sociales de Promotion alors détenues par les Associés de Promotion (comme cela devra être déterminé par l'Associé Représentant de Promotion) en proportion de leurs Pourcentage d'Intérêts de Promotion à compter de la date de cette Distribution de Promotion.

24.11 À tout moment, précédant la Date de Clôture, l'Associé Représentant de Promotion peut demander à ce que l'Associé A approuve la réalisation d'une Distribution de Promotion, précédant la Date de Clôture. Si à la suite de la réception de cette demande, l'Associé A est de l'opinion (agissant raisonnablement et considérant le montant de la Période d'Investissement restante), qu'il y a une certitude financière que le IRR à la Date de Clôture sera supérieur à 12%, et, en conséquence qu'une Distribution de Promotion serait exigible en conformité avec cet accord, l'Associé A devra prendre des mesures, tel qu'il considère raisonnable d'obtenir un paiement d'une Distribution de Promotion avant la Date de Clôture conformément aux dispositions de cet article 24, adapté (si nécessaire) par l'Associé A (agissant raisonnablement) pour répondre au paiement de la Distribution de Promotion antérieurement à la Date de Clôture conformément à l'article 24.7.

25. Obligation de sortie conjointe.

25.1 Si l'Associé A souhaite vendre tout ou partie de ses Parts Sociales et Prêts d'Associés (les "Titres Offerts") autre que conformément à un Transfert Autorisé, alors l'Associé A devrait notifier par écrit l'Associé B de cette intention (la "Notification").

25.2 L'Associé B aura 30 jours suivant réception de la Notification pour faire une offre (l' "Offre de l'Associé A") à l'Associé A pour les Titres Offerts. L'Associé A aura une période de 30 jours à partir de la réception de l'Offre de l'Associé A (la "Période d'Acceptation") pour accepter ou rejeter l'Offre de l'Associé A. Si l'Offre de l'Associé A est acceptée par l'Associé A pendant la Période d'Acceptation, alors l'Associé B (ou un quelconque d'entre eux) aura 30 jours à partir de la date d'acceptation pour compléter l'acquisition des Titres Offerts. Si l'Offre de l'Associé A est rejetée par l'Associé A pendant la Période d'Acceptation la Période d'Acceptation expire sans une acceptation par l'Associé A de l'Offre de l'Associé A, ou il n'y a pas d'Offre de l'Associé A qui est faite par l'Associé B (ou par un quelconque d'entre eux), alors l'Associé A peut commercialiser les Titres Offerts dans des conditions non moins favorables que l'Offre de l'Associé A. Si endéans une période de 6 mois à compter du rejet ou de l'expiration de l'Offre de l'Associé A, l'Associé A garantit une offre de l'Acheteur de l'Associé A pour acheter les Titres Offerts (dans des conditions non moins favorables que l'Offre de l'Associé A), alors l'Associé A devra délivrer une Notification de Vente de l'Associé A et donc, conformément aux conditions de la Notification de Vente de l'Associé A, l'Associé A Acheteur peut procéder à la vente des Titres Offerts à l'Associé A Acheteur dans les conditions et au prix qui ne sont pas moins favorable que ceux spécifiés dans l'Offre de l'Associé A.

25.3 Si l'Associé A vend les Titres Offerts à un Associé A Acheteur conformément à la clause 25.1 alors l'Associé A peut par notification écrite (l' "Avis de Sortie") exiger que l'Associé B vende une part proportionnelle de ses Parts Sociales et Prêts d'Associés pro rata aux Parts Sociales et Prêts d'Associés étant à disposition par l'Associé A (l' "Obligation de Sortie Conjointe") à l'Associé A Acheteur, à condition que le produit total reçu par l'Associé B soit au moins égal au Total des Fonds Propres (ou le montant proportionnel équivalent du Total des Fonds Propres en ce qui concerne la vente de la part des ses Parts Sociales et Prêts d'Associés). Les Associés s'accordent sur le fait que le produit des Parts Sociales et des Prêts d'Associés devront être distribués. L'article 24.4 et l'article 24.5 doivent s'appliquer mutatis mutandis en ce qui concerne une quelconque dispute à ce sujet. Si l'Associé A ne signifie pas l'avis de Notification, l'Associé B, devra cependant avoir le droit de signifier une Notification de Droit de Sortie conformément à l'article 26.

25.4 La Réalisation de la vente des Parts Sociales et des Prêts d'Associés conformément à l'exercice de l'Obligation de Sortie Conjointe devra avoir lieu en même temps et lieu que la vente des parts Sociales et Prêts d'Associés par l'Associé A à l'Associé A Acheteur.

25.5 Comme sûreté pour ses obligations dans le cas où l'Associé A exerce son Obligation de Sortie Conjointe, l'Associé B, nomme l'Associé A comme son représentant légal avec tous les pouvoirs et ayant autorité au nom de l'Associé B pour exécuter tous ces documents et faire tout ce qu'il faut, tel que l'Associé considère nécessaire pour transférer les Parts Sociales et Prêts d'Associés en question à l'Associé A Acheteur, ce pouvoir de représentation étant associé avec un intérêt, devra survivre à la banqueroute ou dissolution des Associés B.

26. Droit de Sortie Conjointe.

26.1 Si après réception de la Notification d'un Associé A et à moins que l'Associé A ait également délivré une Notification, l'Associé B peut endéans 21 jours de la réception d'une Notification de Vente de l'Associé A, délivrer une notification écrite à l'Associé A (la "Notification de Droit de Sortie") avisant l'Associé A qu'il exige à ce que l'Associé A Acheteur acquiert une part proportionnelle de leurs Parts Sociales et Prêts d'Associés pro rata aux Parts Sociales et Prêts d'Associés à être acquis par l'Associé A. Si les Associés B ont signifié une Notification de Droit de Sortie, l'Associé A ne transférera pas des Parts Sociales ou Prêts d'Associés à l'Associé A Acheteur sans au préalable requérir que l'Associé A Acheteur achète proportionnellement toutes les Parts Sociales et Prêts d'Associés en question détenues par les Associés B dans les mêmes conditions et en même temps que l'Associé A Acheteur est en train d'acquérir les Parts Sociales et les Prêts d'Associés de l'Associé A (le "Droit de Sortie Conjointe")

26.2 Si un Droit de Sortie Conjointe est exercé, aucun Associé n'entrera dans un quelconque contrat, engagement, ou entente avec une quelconque personne qui aurait comme effet d'attribuer à tout Associé une considération d'une plus grande valeur ou conditions, qui sont plus favorables que celles applicables au Droit de Sortie Conjointe.

26.3 Les Associés sont d'accord à ce que le produit des parts Sociales et des Prêts d'Associés conformément aux dispositions de l'articles 26 devra être distribué tel qu'énoncé à l'article 24. Les dispositions des articles 24.4 et 24.5 devront s'appliquer mutatis mutandis en lien avec une quelconque dispute à ce sujet. Les bénéficiaires du Droit de Sortie Conjointe entreprise pour exécuter, ou pour faire exécuter, toute documentation requise pour donner effet au Transfert.

26.4 Soumis aux exigences énoncées aux articles 189 et 190 de la Loi, au cas où les Associés B faillent dans l'exercice de leurs droits conformément à cet article 26, l'Associé A devra cependant être autorisé à vendre tout ou la partie concernée de ses Parts Sociales et Prêts d'Associés à l'Associé A Acheteur et d'exercer ses droits conformément à l'article 25.

Dissolution, Liquidation

27. Dissolution et liquidation.

27.1 La dissolution de la Société pourra être décidée par ses Associés avec le même quorum et majorité requise pour modifier ces Statuts, à moins que ce ne soit prévu autrement par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

27.2 Si la Société devait être dissoute, la liquidation serait effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par les Associés déterminant leurs pouvoirs et rémunération.

27.3 Après le paiement de toutes les dettes en cours et des charges à l'égard de la Société, incluant des taxes et dépenses appartenant au processus de liquidation, les avoirs nets restants de la Société devront être distribués en parts égales aux Associés pro rata au nombre de parts sociales détenues par eux.

Loi applicable

28. Toutes les matières qui ne sont pas gouvernées par ces Statuts doivent être déterminées par la Loi.

VIII. Définitions

29. Aux fins de ces Statuts, les termes financiers qui suivent doivent avoir la signification attribuée dans cet article 29.

"Associé A" signifie un porteur de Parts Sociales A;

"Associé Acheteur A" a la signification donnée à l'article 8.6;

"Gérant A" signifie tout gérant nommé au Conseil par les Associés A;

"Groupe d'Associés A" signifie en se référant à l'Associé A, toute personne Contrôlant directement ou indirectement, Contrôlée par ou sous Contrôle commun (direct ou indirect) avec l'Associé A de temps à autre et doit inclure, pour éviter toute ambiguïté, l'Associé A et tout fonds ou entité sponsorisés, gérés ou conseillés (dans le cas qui précède conformément à une convention de conseil en investissement (ou des dispositions analogues)) où ce fonds ou entité est accepté en tant que client ou coinvestisseur de l'Associé A ou toute personne Contrôlant directement ou indirectement, Contrôlée par ou sous un contrôle commun (direct ou indirect) avec l'Associé A par ou avec l'Associé A ou toute personne Contrôlant directement ou indirectement, Contrôlée par ou sous Contrôle commun (directement ou indirectement) avec l'Associé A à tout moment, ou toute entité qui appartienne ou soit Contrôlée par un tel fonds ou entité et "membre du Groupe d'Associés A" doit être interprétée en conséquence (pour éviter toute ambiguïté chaque membre du Groupe de Sociétés doit être considéré étant à l'extérieur du Groupe d'Associés A);

"Notification de Vente de l'Associé A" a la signification donnée à l'article 25.2;

"Offre de l'Associé A" a la signification donnée à l'article 25.2;

"Parts Sociales A" signifie les parts sociales ordinaires de catégorie A avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1.-) chacune, dans le capital de la Société;

"Période d'Acceptation" a la signification donnée à l'article 25.2;

"Statuts" signifie les statuts coordonnés de la Société;

"Gestionnaire d'Actifs" signifie M&M Property Asset Management LLP;

"Convention de Gestions d'Actifs" signifie la convention de gestion d'actifs qui entrera en vigueur lors de l'exécution entre la Société, Nuneaton Shopping Centre S.à r.l. et le Gestionnaire d'Actifs de la manière convenue;

"Gérant B" signifie tout gérant nommé au Conseil par les Associés B;

"Groupe d'Associés B" signifie ensemble avec les Associés B et toute personne Contrôlant directement ou indirectement, Contrôlée par ou sous un Contrôle commun (directement ou indirectement) avec les Associés B (ou quelques uns d'eux) à tout moment et "membre du Groupe des Associés B" doit être interprétée conformément (pour éviter toute ambiguïté chaque membre du Groupe de Sociétés doit également être considéré comme étant à l'extérieur du Groupe d'Associés B);

"Associés B PPLs" signifie le prêt convertible avec participation aux bénéfices entre chaque Associé B et la Société en date du 25 Juin 2015;

"Associé B Représentant" signifie M. Kevin McGrath ou toute autre personne nommée à tout moment par les Associés B;

"L'accord de prêt des Associés B" signifie l'accord de prêt des Associés entre chaque Associé B et la Société en date du 25 Juin 2015;

"Associés B" signifie les porteurs des Parts Sociales B à tout moment;

"Parts Sociales B" signifie les Parts Sociales ordinaires B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1.-) chacune, dans le capital social à tout moment;

"Conseil" signifie le Conseil de la Société à l'heure actuelle et à tout moment;

"Affaires" a la signification donnée à l'article 4;

"Jour Ouvrable" signifie un jour (autre que samedi ou dimanche) où les banques à Londres et au Luxembourg sont ouvertes pour les affaires;

"Plan d'Affaires" signifie un Plan d'Affaires et Plan d'Affaires d'Immeubles pour chaque Exercice Social préparés par le Gestionnaire d'Actifs (en consultation avec l'Associé A) et présentés en projet au Conseil et aux PropCos en question, en conformité avec les exigences de l'Accord de Gestion d'Actifs pas plus tard qu'un mois avant le commencement de chaque Exercice Social ensemble avec toutes autres informations relatives à la position financière et les affaires des PropCos et JVC tel que l'Associé A peut à tout moment raisonnablement exiger leur délivrance au Conseil et aux Associés;

"Notification d'Appel" signifie une notification approuvée par les Associés A et délivrée aux Associés par la Société indiquant que le Financement Nécessaire est requis ou demandé selon le cas, indiquant le montant de ce Financement Nécessaire, la façon dans laquelle le Financement Nécessaire devrait être avancé et le Jour Ouvrable auquel le Financement Nécessaire devrait être payé;

"Groupe de Sociétés" signifie la Société et chacune des PropCos et "membre du Groupe de Sociétés" et "Groupe de Sociétés" devront être interprétés en conséquence;

"Contribution" signifie une contribution à la Société ou à tout autre membre du Groupe de Sociétés par tout Associé, soit par une souscription de Parts Sociales, Prêts d'Associés ou par un autre moyen (mais en excluant, pour éviter toute ambiguïté, le ICGL Financement Relais);

"Contrôle" en rapport avec la personne morale ou le partenariat, signifie le pouvoir d'une personne pour garantir que les affaires de la personne morale ou partenariat soient conduites conformément aux souhaits de cette personne:

(a) aux moyens de la détention de Parts Sociales, ou la possession de pouvoirs de vote, ou en relation avec toute autre personne morale ou partenariat; ou

(b) en vertu de tous pouvoirs conférés par la constitution ou documents d'entreprise, ou tout autre document, réglant cela ou tout autre personne morale ou partenariat,

et "Contrôlant" et "Contrôlé" devront être interprétés en conséquence;

"Parts Sociales C de Promotion" signifie les 750 Parts Sociales rachetables de catégorie B avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, dans le capital social de la Société et ayant les droits énoncés dans les présents Statuts;

"Financement d'un Déficit de Fonds", signifie, tout montant requis pour la réalisation d'un paiement sous une Convention de Crédit afin d'éviter un événement de défaillance ou une défaillance, tel que spécifié dans la Convention de Crédit ou de payer des dépenses encourues dû à une défaillance;

"Avis de Sortie", a la signification donnée à l'article 25.1;

"Distribution", signifie tout paiement donné aux Associés ou aux membres en question du Groupe des Associés A ou Groupe d'Associés B (selon le cas) incluant, sans limitation, tout paiement découlant de ce qui suit:

(a) paiement du principal et intérêts sur tout Prêt d'Associés (incluant, pour éviter toute ambiguïté, le PPLs);

(b) paiement de toute dividende sur des Parts Sociales;

(c) paiement sur tout remboursement de Parts Sociales ou un Prêt d'Associés (incluant, pour éviter toute ambiguïté, les PPLs);

(d) tout remboursement de capital sur les Parts Sociales (incluant dans le cas d'une liquidation);

(e) toutes sommes reçues sur un Transfert de Parts Sociales; ou

(f) toutes sommes prêtées à un Associé sans intérêts et sur une base de non recours pouvant être compensées en lieu de paiements de futures distributions réalisés dans les circonstances énoncées au paragraphe (a) à (e) au-dessus;

et "Distribué" devrait être interprété en conséquence sous condition que (i) aucun paiement de frais au Gestionnaire d'Actifs conformément à la Convention de Gestion d'Actifs ou (ii) un paiement du principal ou intérêts du ICGL Bridge Finance devront être des paiements pour l'objet de cette définition:

"Fonds Distribuables" signifie tous les fonds disponibles dans la Société après avoir pris en compte l'ensemble du Groupe de Sociétés:

(a) procédant aux dépenses et au besoin du fonds de roulement;

(b) frais, dépenses et service de Financement par des Tiers et le ICGL Financement de Relais;

(c) impôts et redevances dues;

(d) Coûts de Projet;

(e) tous les montants payés au Gestionnaire d'Actifs en tant que frais, tels que définis en conformité avec l'Accord de Gestion d'Actifs;

(f) réserves pour les dépenses en capital;

(g) toute autre dépense obligatoire exposée dans le Plan d'Affaires ou le Plan d'Affaires des Immeubles ou tel qu'autrement approuvé par les Associés conformément à cet accord, incluant en tant que support d'autres actifs dans différentes PropCos dans le Groupe de Sociétés ou de trouver de nouvelles acquisitions ou des nouvelles acquisitions potentielles, qui en cas d'exécution deviendront un actif dans le Groupe de Sociétés; et

(h) toutes les réserves et notamment la réserve légale énoncée à l'article 24.1 qui peut être requise sous la Loi;

qui peuvent être distribués par la Société par les méthodes décrites aux paragraphes (a) à (f) de la définition de "Distribution" ou autrement conformément avec la loi applicable;

"Parts Sociales de Promotion D" signifie les 750 Parts Sociales de catégorie D rachetables avec une valeur nominale d'une livre sterling (£1,-) chacune, dans le capital de la Société et ayant les droits énoncés dans les présents Statuts.

"Obligation de Sortie Conjointe" a la signification donnée à l'article 25.3;

"Notification de Sortie" a la signification donnée à l'article 25.3;

"Date de Clôture" signifie la date d'exécution d'un Evènement de Sortie;

"Sûretés" signifie une hypothèque, une sûreté, un gage, un lien, une option, une restriction, droit de premier refus, droit de préemption, droit ou intérêt d'un tiers, autres sûretés ou garanties d'intérêt d'une quelconque sorte, ou un autre genre d'accord ou d'arrangement créant un effet similaire;

"Evènement de Sortie" signifie une vente du Portefeuille entier (dans une seule ou bien dans une pluralité de transactions) soit par:

(a) la vente de tous les Immeubles, qui sont investis dans la Société ou la PropCo en question, selon le cas; ou

(b) la vente du capital social émis dans la Société (incluant pour éviter toute ambiguïté, une vente du capital social émis dans la Société conformément aux conditions de tout Pacte Associés); ou

(c) la vente de tous les intérêts de la Société dans toutes les PropCos,

dans le but que dans chaque cas substantiellement l'ensemble de toute la valeur économique dans les Immeubles en question (ou selon le cas dans le capital social de la Société ou les PropCos) soit transféré au Tiers acheteur.

"Expert" signifie une personne indépendante nommée par la Société;

"Convention de Prêt" signifie toute convention entre la Société et/ou une ou plusieurs des PropCos et une banque ou une autre institution financière, ayant fourni le Financement pour acquérir un ou plusieurs Immeubles;

"Juste Valeur" signifie la proportion du montant considéré comme étant la juste valeur de l'entièreté du capital social émis par la Société, multiplié par la proportion, dont le défaut de valeurs mobilières sous un pacte d'actionnaire ou le Rachat de Titres ou placement de titres selon le cas porte sur l'entièreté du capital social émis par la Société (sans escompte compte tenu de la taille de la détention détenue dans le capital social à être transféré) et déterminé par les Associés ou l'Expert;

"Exercice Social" signifie une année sociale de la Société conformément à l'article 22, étant l'année du 1^{er} janvier au 31 décembre, ou tel qu'autrement convenu par les Associés à l'unanimité;

"Groupe" signifie le Groupe des Associés A, le Groupe des Associés B ou le Groupe de Sociétés, tel que le contexte peut l'exiger;

"ICGL" signifie ICG-LONGBOW EQUITY INVESTMENTS NO.4 SARL, une société à responsabilité limitée, constituée et existante sous le droit luxembourgeois avec siège social à 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.089;

"ICGL Bridge Finance" signifie le financement relais fourni par ICGL pour le Groupe de Sociétés dans la forme convenue;

"Critère d'Investissement" signifie le critère donné dans un pacte Associés à tout moment;

"Période d'Investissement" signifie la période débutant le 22 mai 2015 et terminant 6 ans plus tard à partir de la Date de Réalisation (ou toute date déterminée ultérieurement, tel que convenue par le Conseil) ou si plutôt, la date à laquelle l'investissement maximum des Associés par tous les Associés est investi ou engagé dans des investissements dans des Immeubles ou Immeubles Potentiels;

"IRR" signifie le taux annuel de capitalisation mensuel, qui lors de son application aux liquidités consolidées de Contributions et Distributions, à la date de calcul de l'IRR (par exemple, étant la Date de Clôture), produit une valeur nette de zéro (en prenant en considération la période mensuelle à laquelle les Contributions et Distributions sont réalisées);

"Personnes Clés" signifie M. Martin Sheppard, M. Kevin McGrath et M. Matthew Kelly;

"Changement des Personnes Clés" signifie au cas où l'une des deux Personnes Clés cesse de:

(a) s'impliquer activement, régulièrement et couramment dans les affaires et objectifs du Gestionnaire d'Actifs; ou

(b) posséder (directement ou indirectement) dans l'ensemble plus que 50 pour cent des intérêts d'adhésion dans le Gestionnaire d'Actifs; ou

(c) posséder (directement ou indirectement) plus que 50 pour cent des intérêts dans les garanties de:

(i) Cool (dans le cas de Kevin McGrath);

(ii) Etchingham (dans le cas de Martin Sheppars); ou

(iii) Anglezark (dans le cas de Matthew Kelly),

dans un autre cas que la mort, lésions permanentes ou maladie de longue durée;

"Gérant" a la signification donnée à l'article 10.1;

"Valeur du Marché" signifie la valeur du marché libre du Portefeuille (ou de l'Immeuble correspondant ou Immeubles Potentiels selon le cas) telle qu'à la date à laquelle elle doit être calculée comme convenu entre les parties ou faute d'accord à établir conformément aux dix éditions courantes de RICS évaluation standard;

"M&M" a la signification donnée dans le préambule;

"Investissement Maximum" signifie un montant d'investissement maximum donnée dans un pacte Associés à tout moment;

"Titres Offerts" a la signification donnée à l'article 25.1;

"Part d'Intérêt" doit signifier, à tout moment pour tout Associé, le quotient exprimé en pourcentage (arrondi au plus près de 100/1000^{ème} de un pour cent) de

(a) la totalité des fonds propres de cet Associé (ou les intérêts des prédécesseurs de ces Associés) divisé par (b) le total de la totalité des fonds propres de tous les Associés (ou leurs prédécesseurs ayant un intérêt);

"Transfert Autorisé" signifie un transfert de Parts Sociales et Prêts d'Associés ou les Parts Sociales de Promotion à un membre du Groupe des Associés A ou Groupe des Associés B au moment du Transfert;

"Portefeuille" signifie tous les Immeubles qui appartiennent au Groupe de Sociétés au moment indiqué;

"Immeubles Potentiels" signifie un immeuble, qui satisfait ou est capable de satisfaire au Critère d'Investissement lorsque l'Immeuble en question (ou un intérêt à cette fin) est acquis ou disponible pour acquisition;

"PPLs" prêt convertible avec participation aux bénéficiaires conclu par l'Associé A et l'Associé B dans la forme convenue en date du 25 juin 2015;

"Coût du Projet" signifie, tel qu'appliqué, à l'égard de chaque Immeuble ou PropCo ou à travers le Portefeuille et le Groupe de Sociétés, tous les coûts et dépenses (prévus ou encourus selon le cas) si oui ou non énoncés dans le Plan d'Affaires ou Plan d'Affaires Immobilières et tout coût doit être un Coût de Projet s'il est encouru par un Associé (raisonnablement et de bonne foi et en conformité avec les dispositions de l'article 21) par la Société ou par la PropCo (pour éviter toute ambiguïté un tel Coût de Projet encouru par une de ces parties ne doit pas être inclus une deuxième fois comme un Coût de Projet s'il est remboursé à la partie qui l'a initialement encouru par une autre de ces parties);

"Distribution de Promotion" signifie le montant (le cas échéant) exigible à la Date de Clôture aux Associés de Promotion et calculé conformément à l'article 24 et étant le montant égal à 25% au Surplus de Promotion;

"Pourcentage de Participation de Promotion" doit signifier, à tout moment pour tout Associé de Promotion, le quotient, exprimé comme un pourcentage (arrondi au plus proche de cent millièmes de un pour cent) (a) du nombre de Parts Sociales de Promotion détenu par un tel Associé divisé par (b) le nombre total de Parts Sociales détenu par tous les Associés de Promotion;

"Associés de Promotion" signifie un détenteur de Parts Sociales de Promotion dans la Société à tout moment;

"Représentant des Associés de Promotion" signifie M. Kevin McGrath;

"Parts Sociales de Promotion" signifie les Parts Sociales de Promotion de catégorie C et les Parts Sociales de Promotion de catégorie D et "Part Sociale de Promotion" signifie une telle part sociale;

"Surplus de Promotion" signifie le montant hypothétique (le cas échéant), qui aurait réduit à la Date de Clôture le IRR à 12%;

"PropCo" signifie une société ou une autre entité établie ou à établir par ou au nom de la Société à l'égard de un ou plusieurs Immeubles ou des Immeubles Potentiels conformément à cet accord;

"Immeuble" signifie un Immeuble Potentiel que la Société ou un membre du Groupe de Sociétés a acquis ou a convenu d'acquérir conformément à cet accord et "Immeubles" doit être interprété en conformité;

"Plan d'Affaires d'Immeubles" signifie un plan d'affaires à l'égard de chaque Immeuble de la manière convenue;

"Financement Nécessaire" signifie le financement requis par les Associés, un tel financement étant:

(a) identifié dans le Plan d'Affaires comme Financement Nécessaire à l'égard:

(i) des coûts d'acquisition et dépenses y relatives de chaque Immeuble et PropCo; ou

(ii) de tout coût additionnel approuvé à l'égard d'un Immeuble ou une PropCo, incluant le fonds de roulement et dépenses en capital; ou

(b) un Financement d'un Déficit de Fonds; ou

(c) autrement identifié et convenu par l'Associé A étant un Financement Nécessaire, et dans chaque occasion soumis à l'Investissement Maximum des Associés (tel que définit dans le pacte des associés);

"Date requise pour le Financement Nécessaire" signifie le Jour Ouvrable spécifié pour le paiement du Financement Nécessaire dans une Notification d'Appel;

"Associé" signifie un détenteur de Parts Sociales de catégorie A ou Parts Sociales de catégorie B au moment présent;

"Pacte Associés" signifie tout pacte d'associés relatif à la Société pouvant exister à un moment donné;

"Groupe d'Associés" signifie le Groupe d'Associés A à l'égard de l'Associé A, et du Groupe d'Associés B à l'égard des Associés B et "membre du Groupe des Associés" et "Associés du Groupe de Sociétés" devront être interprétés conformément;

"Convention de Prêt d'Associés" signifie la Convention de Prêt de l'Associé A, la Convention de Prêt de l'Associé B et tel que le contexte le requiert, toutes les conventions futures à l'égard du Prêt de Financement des Associés;

"Prêt de Financement des Associés" ou "Prêt d'Associé" signifie tout prêt de financement fourni à tout membre du Groupe de Sociétés en vertu de tout Pacte Associés, sous une Convention de Prêts d'Associés et/ou sous les PPLs, ou par un membre du Groupe d'Associés A et Groupe d'Associés B conformément aux conditions de tout Pacte Associés;

"Parts Sociales" signifie des Parts Sociales de catégorie A et de catégorie B et "Part Sociale" signifie une telle part sociale;

"Notification de Sortie Conjointe" a la signification donnée à l'article 26.1;

"Droit de Sortie Conjointe" a la signification donnée à l'article 26.1;

"Tiers" signifie toute personne n'étant pas un membre du Groupe d'Associés ou Groupe de Sociétés;

"Financement par des Tiers" signifie à l'égard du Groupe de Sociétés, tout endettement ayant comme nature un emprunt à une personne n'étant pas un membre du Groupe d'Associés, et excluant pour éviter toute ambiguïté, le ICGL Financement Relais;

"Total des Fonds Propres" signifie à l'égard d'un Associé, le montant global à tout moment des paiements faits à tous les membres du Groupe de Sociétés par l'Associé concerné par un Prêt d'Associés ou souscription de parts sociales (incluant toute prime d'émission payée);

"Transfert" signifie, concernant des Parts Sociales ou Parts Sociales de Promotion ou un intérêt juridique ou bénéficiaire dans des Parts Sociales ou Parts Sociales de Promotion ou dans tout autre actif; à:

(a) vendre, attribuer, transférer ou autrement disposer de cela (autrement que dans le contexte de succession après la mort);

(b) créer ou permettre de substituer toute charge au dessus de cela;

(c) directement (par renonciation ou autre) qu'une autre personne devrait assigner tout droit pour le recevoir;

(d) entrer dans tout accord à l'égard des votes ou tous droits rattachés à cela; ou

(e) accepter, si cela est soumis à une quelconque condition précédente ou pas de faire ce qui précède;

et "Transféré" devra être interprété conformément;

"Exécution du Transfert" a la signification donnée à l'article 8.5; et

"Conditions de Transfert" signifie tous les consentements, autorisations, notifications, dépôts et/ou toute action légale, qui sont requis sous la loi applicable pour le Transfert irrévocable et inconditionnel des Parts Sociales de Promotion ou Prêts d'Associés pour être valides et effectifs ainsi qu'en conformité avec la loi.

Cinquième résolution

Les Associés incluant les nouveaux souscripteurs, dûment représentés, ont décidé à l'unanimité de requalifier Luxembourg Corporation Company S.A. une société anonyme, constituée et existante sous les lois de droit luxembourgeois, avec siège social à 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 37974, en tant que gérant B de la Société avec effet immédiat et confirmer son mandat pour une durée jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale devant se tenir en 2016.

Sixième résolution

Les Associés, incluant les nouveaux souscripteurs, dûment représentés, ont décidé à l'unanimité de nommer T.C.G. Gestion S.A. une société anonyme, constituée et existante sous le droit luxembourgeois, avec siège social à 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 67822, en tant que nouveau Gérant A de la Société avec effet immédiat pour une durée jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale devant se tenir en 2016.

Septième résolution

Les Associés, incluant les nouveaux souscripteurs, dûment représentés, ont décidé à l'unanimité de nommer CMS Management Services S.A., une société anonyme, constituée et existante sous le droit luxembourgeois, avec siège social à 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous le numéro B 81525, en tant que nouveau Gérant A de la Société avec effet immédiat, pour une durée jusqu'à la date de la prochaine assemblée générale devant se tenir en 2016.

Evaluation des frais

Les frais, coûts, honoraires et charges de toutes sortes, qui devront être supportés par la Société à la suite de cet acte notarié sont estimés approximativement à deux mille cinq cents euros (EUR 2.500.-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande du mandataire des parties contractantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la demande du même mandataire et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connue du notaire par son nom, prénom usuel, état civil et domicile, cette personne a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 30 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/20170. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Paul Molling.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Référence de publication: 2015108085/1957.

(150118786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 juillet 2015.